



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

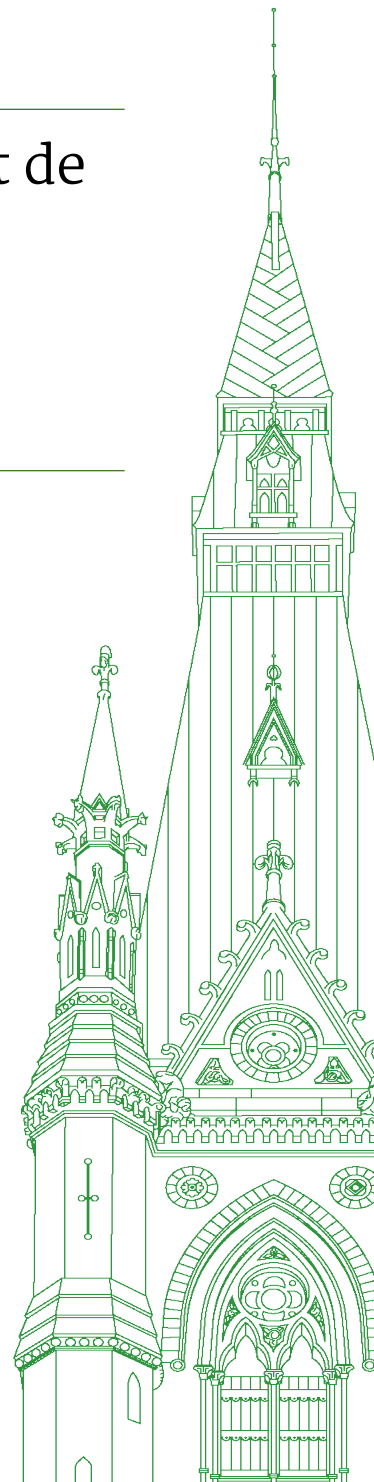
Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 024

Le mardi 24 février 2026

Président : Michael Coteau



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 24 février 2026

• (1100)

[Traduction]

Le président (Michael Coteau (Scarborough—Woburn, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Bienvenue à la 24^e réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes.

La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride, conformément au Règlement. Des députés sont présents dans la salle et d'autres participent à distance à l'aide de l'application Zoom.

Comme d'habitude, j'aimerais demander à tous les participants en personne de consulter les lignes directrices inscrites sur les cartes qui se trouvent sur la table. Ces mesures sont en place pour aider à prévenir les incidents audio et les retours de son et pour protéger la santé et la sécurité de tous les participants, y compris nos interprètes. Vous remarquerez également le code QR sur la carte, qui renvoie à une courte vidéo de sensibilisation.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 10 février 2026, le Comité reprend son étude de la science dans l'agriculture canadienne et la fermeture de centres de recherche.

J'aimerais à présent souhaiter la bienvenue aux invités qui se joignent à nous aujourd'hui.

En personne, nous accueillons Mme Lori Oatway, chercheuse scientifique à Innovations céréalières de l'Ouest. Je vous remercie de votre présence, madame Oatway.

Nous accueillons également, en ligne, M. Serge Buy, président-directeur général du Conseil de l'innovation agroalimentaire, et Mme Sophie Martel, directrice du Centre d'expertise et de transfert en agriculture biologique et de proximité. Merci beaucoup.

Nous allons commencer par Mme Oatway.

Madame Oatway, vous avez cinq minutes, puis nous passerons aux autres invités. Les députés auront ensuite l'occasion de poser des questions.

Bienvenue au comité de l'agriculture.

Lori Oatway (chercheuse scientifique, Innovations céréalières de l'Ouest): Merci beaucoup, monsieur le président.

Bonjour à tous, et merci de me donner l'occasion de contribuer aux travaux de ce comité.

Aujourd'hui, je vais vous parler de mon expérience à la fois comme productrice de semences et comme chercheuse scientifique, ce qui me confère une perspective globale sur l'importance du réseau de recherche à l'échelle nationale.

En tant que productrice de semences, la recherche agricole soutient et façonne nos activités grâce au développement de meilleures variétés de cultures, de systèmes de production résilients et d'une rentabilité agricole à long terme. La recherche apporte également des réponses fondées sur des preuves aux menaces émergentes, notamment les nouvelles maladies, les parasites, les ravageurs, et les phénomènes climatiques extrêmes, nous garantissant ainsi de disposer d'outils et de stratégies éprouvés en cas de besoin.

À titre de chercheuse scientifique chez Innovations céréalières de l'Ouest, situé à Lacombe, en Alberta, je travaille à la mise au point de nouvelles variétés de céréales adaptées aux conditions de l'Ouest canadien. Notre équipe collabore avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, des groupes de producteurs et des partenaires du secteur privé afin d'améliorer la stabilité des rendements, la qualité du fourrage, la qualité des grains et la résistance aux maladies des cultures qui soutiennent à la fois les secteurs de l'élevage et des céréales. Ces recherches permettent aux agriculteurs canadiens d'avoir accès à des variétés qui répondent à l'évolution des demandes du marché, aux défis climatiques et aux objectifs de durabilité, tout en maintenant la haute qualité qui caractérise l'agriculture canadienne.

Je suis fière de siéger au conseil d'administration de l'Association canadienne des producteurs de semences, et d'être membre du Comité consultatif sur la protection des obtentions végétales de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, ce qui me permet d'intégrer encore davantage mon travail de scientifique à celui de productrice.

Notre communauté, nos réseaux de producteurs et nos collaborateurs en recherche sont tous profondément préoccupés par l'annonce de la fermeture des stations de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada à travers le pays. Pour notre communauté, il ne s'agit pas d'un changement de politique abstrait, mais d'une décision profondément personnelle et lourde de conséquences.

Le Centre de recherche et de développement de Lacombe constitue depuis 119 ans un pilier de l'innovation agricole et de l'identité communautaire. Il est environ le quatrième employeur de la ville de Lacombe, et est considéré comme l'employeur ayant le plus d'impact en raison de la nature professionnelle des emplois qu'il offre: des postes qui ont permis de stabiliser des familles, de soutenir les services locaux et de contribuer à la stabilité de la communauté pendant des générations. La fermeture annoncée représente par conséquent la perte de plus d'une centaine d'emplois, et risque d'engendrer un choc économique auquel Lacombe n'est pas préparée à faire face.

Le Centre de recherche et de développement de Lacombe est depuis longtemps reconnu comme un pôle d'innovation pour les industries du bœuf, du fourrage, et des céréales. Le centre a également joué un rôle central dans le développement de variétés, la recherche sur l'efficacité alimentaire et l'intégration des systèmes de culture et d'élevage, un travail qui est propre à notre industrie agricole en Alberta.

Grâce à ses relations de longue date avec des établissements d'enseignement supérieur et des partenaires de recherche, notamment le Lakeland College, le Olds College, et l'Université de l'Alberta, le Centre de recherche et de développement de Lacombe constitue un élément central d'un réseau de recherche plus large. Par ailleurs, le centre contribue à fournir des infrastructures essentielles utilisées par des partenaires externes, notamment Innovations céréalières de l'Ouest et le Lakeland College. Mes propres recherches ont soutenu bon nombre des projets menés dans ce centre. Il ne s'agit pas d'une installation héritée du passé, mais d'un institut de recherche actif et pertinent qui mène actuellement plusieurs projets sur le long terme.

Les centres de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada situés à Lacombe, Scott et Indian Head produisent des renseignements agronomiques et pathologiques importants pour les essais d'enregistrement des variétés de cultures dans l'Ouest du Canada. En raison de leur environnement unique, ces sites seront extrêmement difficiles, voire impossibles, à remplacer. Les fermetures entraîneront également la dissolution d'équipes de recherche qui ont mis des décennies à se constituer. Pour le secteur des semences, cela perturbe la continuité entre la sélection végétale, les essais précommerciaux de variétés, les essais d'enregistrement des variétés, la multiplication des semences, et l'adoption finale par les producteurs.

Plus généralement, la fermeture de centres de recherche affaiblit notre réseau national de recherche. Historiquement, la force du Canada en matière de développement agricole provient de centres répartis dans les régions qui comprennent les environnements locaux. Ces sites ne fonctionnent pas de manière isolée. Ils fonctionnent comme un réseau intégré. Lorsque des centres sont supprimés, nous perdons non seulement les scientifiques, mais aussi la recherche, la connectivité et la confiance qui soutiennent l'innovation dans l'ensemble des chaînes de valeur agricoles.

La mise au point d'une nouvelle variété végétale peut prendre de huit à douze ans, et nécessite une planification et des investissements à long terme. Les centres de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada ont toujours su fournir un soutien stable et essentiel aux travaux de recherche de ce type. Par conséquent, leur fermeture risque d'engendrer des répercussions considérables sur les agriculteurs canadiens, de même que sur la résilience de notre industrie agricole dans son ensemble.

Pour conclure, nous demandons respectueusement au gouvernement fédéral d'évaluer soigneusement l'incidence globale des fermetures de centres de recherche sur le système agricole canadien. Nous continuons d'exhorter le gouvernement fédéral à reconsidérer cette décision. Si cette décision ne peut être annulée, nous demandons alors qu'un plan de transition clair et prolongé soit élaboré en partenariat avec nos communautés et avec les acteurs clés du secteur agricole. Ce plan devra viser à protéger les données longitudinales, les ressources génétiques, ainsi que l'expertise scientifique, tout en veillant à ce que l'ensemble des centres de recherche, des

programmes et des partenariats fassent l'objet d'une transition planifiée de manière adéquate.

• (1105)

Merci beaucoup de m'avoir donné l'occasion de présenter mon témoignage. Je me ferai un plaisir de répondre à toutes vos questions.

Le président: Merci beaucoup, c'est très apprécié.

Sur ce, nous allons à présent céder la parole à M. Buy pour un total de cinq minutes.

Serge Buy (président-directeur général, Conseil de l'innovation agroalimentaire): Merci beaucoup, monsieur le président.

Bonjour à tous, et merci de me permettre de livrer un témoignage à distance.

Je suis le président-directeur général du Conseil de l'innovation agroalimentaire. Il s'agit d'un organisme qui milite depuis plus de 100 ans en faveur de la recherche agricole, y compris celle menée par le gouvernement fédéral. En fait, l'importance de la recherche publique a été soulignée lors de notre première conférence en 1920, et elle demeure essentielle aujourd'hui.

Nous sommes ici parce que le gouvernement a annoncé la fermeture de plusieurs centres de recherche et fermes satellites d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Je reconnais que ces décisions n'ont pas été prises à la légère. Nos pensées vont aux employés touchés et à leurs collègues. Je tiens également à reconnaître que les hauts fonctionnaires chargés de prendre ces décisions se sont retrouvés dans une situation difficile, et nous comprenons le poids de cette responsabilité.

Bien que le gouvernement ait fait preuve de transparence en annonçant les coupes à venir, nous restons préoccupés par l'absence de consultation. Les ministères n'ont eu que quelques mois pour identifier les problèmes [*difficultés techniques*], et n'ont pas été véritablement consultés.

Je vais me concentrer sur deux éléments spécifiques: ce qui aurait dû être fait, et ce qui doit être fait dès maintenant.

Tout d'abord, il aurait fallu consulter davantage le secteur, à la fois pour identifier les domaines dans lesquels des réductions auraient pu être effectuées et pour évaluer l'impact des réductions proposées. Les parties prenantes auraient pu partager des informations essentielles sur la manière dont ces décisions affecteraient le secteur et proposer des alternatives.

La fermeture de ces centres de recherche entraîne la perte d'infrastructures de recherche à long terme et de données sensibles, collectées depuis des décennies, qui sont essentielles pour la modélisation climatique, la santé des sols, la variabilité des cultures, l'élevage et la recherche en agriculture régénérative. Nous perdons une continuité scientifique qui ne peut être reconstituée ailleurs.

Les fermetures de ces centres auront des répercussions sur l'innovation dans des domaines clés tels que la sélection végétale, l'agriculture en climat froid, la production animale et la science de la viande. L'impact sur les projets de recherche en cours a clairement été sous-estimé. Nous risquons de perdre tout un savoir-faire irremplaçable. Même si AAC finit par embaucher de nouveaux chercheurs, des décennies de connaissances accumulées ne peuvent être remplacées par de nouveaux diplômés ou des chercheurs en début de carrière.

Une approche plus efficace aurait consisté à procéder à un examen à l'échelle du gouvernement de tous les programmes scientifiques et de recherche, afin d'identifier les doublons, d'améliorer l'efficacité et de rationaliser le financement. C'est ce qu'avait recommandé le Comité permanent des sciences et de la recherche de la Chambre des communes en 2024, mais cette recommandation n'a pas été mise en œuvre. De ce fait, le Canada comprend encore environ 30 ministères et agences responsables d'assurer le financement de l'innovation dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation, chaque programme de financement étant doté de ses propres frais administratifs généraux.

Bien qu'il soit irréaliste de tout regrouper au sein d'un seul ministère, il est possible et même urgent de combiner ou d'harmoniser certains programmes. Dès 2016, le Conseil consultatif en matière de croissance économique a identifié l'agriculture et l'alimentation comme un pilier de l'avenir économique du Canada et a recommandé la création d'un groupe de travail interministériel présidé par le ministre de l'Agriculture. Malheureusement, cette recommandation n'a pas été suivie par le gouvernement.

Notre organisation a également proposé une stratégie nationale pour la recherche et l'innovation dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation. Bien que d'anciens ministres aient exprimé leur soutien, le ministère a répondu qu'il disposait déjà d'une stratégie, avant de reconnaître par la suite que celle-ci ne s'appliquait qu'aux responsabilités internes d'AAC, et non au paysage fédéral dans son ensemble.

À l'avenir, le gouvernement fédéral devra fonctionner différemment. Il devra réduire les cloisonnements, améliorer la collaboration interministérielle et éliminer les chevauchements tout en augmentant l'efficacité. Le gouvernement fédéral doit mettre en place une stratégie nationale afin de fournir des orientations claires, des résultats mesurables, et une mise en œuvre coordonnée. La plupart des pays comparables en ont déjà une. Il est temps que le Canada fasse de même.

Enfin, nous devons soutenir les communautés touchées par la fermeture des centres de recherche. Cela implique notamment de financer des initiatives communautaires visant à poursuivre la recherche et à conserver l'expertise. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre les capacités que nous avons mis des décennies à développer.

Les travaux effectués par le Comité dans le cadre de cette étude sont essentiels pour le secteur agroalimentaire, et nous espérons que vos recommandations ne se limiteront pas à la situation actuelle, mais qu'elles fourniront également des orientations pour l'avenir. Nous espérons également que vous réexaminerez cette question chaque année afin d'évaluer la situation et de voir si les choses se sont améliorées. Si le Canada tient réellement à renforcer sa position de chef de file mondial dans le domaine de l'agriculture et de la production alimentaire, et si nous voulons considérer l'agriculture et l'alimentation comme une question de sécurité nationale, nous devons les prendre au sérieux et prendre des mesures énergiques.

Je vous remercie de votre attention, et je serai ravi de répondre à toutes vos questions.

• (1110)

Le président: Merci beaucoup.

Sur ce, nous allons à présent céder la parole à Mme Martel pour un total de cinq minutes.

[Français]

Sophie Martel (directrice, Centre d'expertise et de transfert en agriculture biologique et de proximité): Bonjour, monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, membres du Comité. Je vous remercie de me recevoir aujourd'hui.

L'agriculture canadienne ne traverse pas une simple zone de turbulence, elle fait face à des défis structurels sans précédent. On parle de crise climatique, de résistance aux pesticides et d'exigence de verdissement des marchés mondiaux. Nos producteurs sont au front et les faits parlent d'eux-mêmes.

Au Québec, le paradoxe climatique est total. En 2023, alors que l'Outaouais subissait sa septième crue en importance en 60 ans, l'Abitibi-Témiscamingue vivait une sécheresse historique, forçant des producteurs à liquider leur cheptel, faute de foin.

Dans les Prairies, entre 2021 et 2024, la Saskatchewan a vu sa production de blé chuter de 48 %, et celle du canola, de 35 %.

En Alberta, les cycles de grêle et de sécheresse ont coûté des centaines de millions de dollars en indemnités d'urgence.

Dans les Maritimes, les produits chimiques ne suffisent plus. Le doryphore de la pomme de terre a développé des résistances à plus de 50 principes actifs.

En Ontario, même les serres de haute technologie sont menacées par de nouveaux ravageurs, comme la punaise marbrée, mettant en péril des investissements de plusieurs milliards de dollars.

Ce sont les piliers de notre autonomie alimentaire et de notre balance commerciale qui s'effritent. Dans ce contexte, la science n'est pas un luxe, c'est une police d'assurance.

Comme l'a rappelé Mark Carney: « Un pays qui ne peut ni se nourrir, ni s'alimenter en énergie, ni se défendre lui-même a peu d'options. »

Or, la fermeture annoncée des trois centres de recherche et de développement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada envoie un signal contradictoire. Si les structures physiques doivent changer et que cette décision est irrévocable, la mission de recherche fondamentale publique, elle, doit être sanctuarisée.

L'exemple du centre de Sainte-Foy est frappant. Des chercheurs comme Marie-Noëlle Thivierge, Martin Chantigny ou Franck Stefani travaillent sur des enjeux que le secteur privé ne financera jamais seul. Par exemple, on parle de souveraineté économique, notamment de l'intégration de plantes pérennes qui réduit le lessivage de l'azote de 50 %. C'est une réponse directe à notre dépendance aux engrais importés, qui ont coûté au Canada 2,6 milliards de dollars en 2024.

On parle aussi de résilience climatique, des travaux sur les mycorhizes, qui créent un effet bouclier naturel permettant aux cultures de mieux absorber l'eau durant les sécheresses.

On parle même d'adaptation nordique. Sainte-Foy est le pôle d'excellence pour la survie des plantes fourragères face aux cycles de gel-dégel que nous connaissons au Québec, entre autres. Rappelons d'ailleurs qu'au Québec, plus de 50 % des zones cultivées sont affectées aux fourrages, base de nos productions animales et laitières.

Sans cette science publique, comment le Québec pourrait-il atteindre l'objectif de son plan d'agriculture durable, financé en partie par le Partenariat canadien pour une agriculture durable, qui vise à couvrir 75 % des surfaces de cultures annuelles en hiver?

Si la recherche publique est irremplaçable, c'est parce que l'agriculture durable nécessite des recherches systémiques sur la santé des sols, la gestion alternative des ravageurs ou les essais variétaux adaptés.

Le secteur privé délaisse ces domaines, car ils visent souvent à réduire l'usage d'intrants commerciaux ou produisent des résultats non brevetables.

Sans cette science publique forte, nous créons un déséquilibre entre les intérêts commerciaux à court terme et l'intérêt de la collectivité.

De plus, une autre menace plane sur la science au pays; en effet, la bonification du Programme d'innovation dans les collèges et la communauté, ou ICC, qui finance la recherche appliquée dans des centres comme le mien, doit prendre fin le 31 mars 2026 si le gouvernement ne fait pas volte-face.

Monsieur le président, nous ne pouvons pas accepter un désengagement de l'État. Le Centre d'expertise et de transfert en agriculture biologique et de proximité, ou CETAB+, recommande donc de mettre en place une stratégie nationale en sciences agricoles ayant pour objectif d'assurer un financement public stable, prévisible et orienté vers la transition agroécologique.

Nous voulons aussi que le gouvernement reconnaisse la recherche agricole comme une infrastructure stratégique, au même titre que l'énergie ou le numérique. La science agricole est le socle de notre souveraineté.

Enfin, si ces fermetures sont jugées irrévocables, nous demandons que chaque dollar économisé à la suite de ces fermetures soit réinvesti dans la recherche fondamentale sans propriété intellectuelle, dans la recherche appliquée et dans le transfert de connaissances.

N'affaiblissons pas la science au moment même où le sol se dérobe sous les pieds de nos agriculteurs.

Je vous remercie.

• (1115)

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Merci à tous nos invités. Chacun d'entre vous a respecté le temps imparti de moins de cinq minutes. Merci beaucoup d'avoir été si précis dans votre gestion du temps.

Nous allons à présent céder la parole aux députés conservateurs, pour un total de six minutes. Monsieur Epp, vous pouvez y aller, je vous prie.

Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Je vous remercie, monsieur le président.

Je tiens tout d'abord à remercier les témoins d'avoir accepté de comparaître.

Je tiens à préciser d'emblée que la taille du gouvernement doit effectivement être réduite, même s'il ne s'agit pas du sujet dont il est question aujourd'hui.

Pour mémoire et pour le rapport, j'ai quelques statistiques à vous présenter. De 2012 à 2025, la taille de la fonction publique a augmenté de 30 %. Au cours de la même période, les effectifs d'AAC ont pourtant diminué de 14 %. Sur une période plus courte, de 2015 à 2024, la taille de la fonction publique fédérale a augmenté de 40 %, tandis que les effectifs d'AAC ont augmenté de seulement 11 %, et que l'économie canadienne dans son ensemble a connu une croissance de 3 %. L'agriculture et l'agroalimentaire constituent notre plus important secteur manufacturier, devant le secteur de l'automobile et le secteur minier.

Mes questions portent principalement sur certains processus, et sur la définition des priorités.

Je vais commencer par vous, monsieur Buy. Vous avez évoqué un manque de consultation. Pourriez-vous développer votre pensée? D'après votre parcours professionnel, je vois que vous avez participé à différents processus de restructuration. Fort de votre expérience, souhaitez-vous ignorer l'histoire récente des changements au sein de votre organisation, et pensez-vous que des coupes générales soient la solution la plus efficace dans l'intérêt du pays?

Serge Buy: Je dirais qu'effectuer des compressions généralisées n'est pas une bonne idée, et que ces compressions se sont même avérées contre-productives. Il aurait fallu réfléchir un peu plus au processus. Je comprends que les choses ont été précipitées, mais l'absence de consultation a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui, et c'est regrettable. Nous avons abordé cette question d'une manière qui n'est pas très propice à la croissance de notre économie et à la vigueur de notre pays, contrairement à ce que nous affirmons vouloir.

Dave Epp: Je crois comprendre que la recherche génère un retour sur investissement, évidemment dans le secteur privé, mais aussi au sein du secteur public. Dans votre présentation d'ouverture, vous avez fait allusion au fait qu'il y a d'autres domaines qui auraient dû être abordés. Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet, s'il vous plaît?

Serge Buy: Bien sûr.

Tout d'abord, selon un économiste d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le retour sur investissement dans la recherche agricole est le meilleur par rapport à celui de tout autre secteur, nous devrions donc y investir davantage.

En ce qui concerne les domaines où nous aurions dû réduire davantage les dépenses, j'en ai parlé dans ma déclaration liminaire. Je pense que nous avons trop de programmes et trop de frais généraux dans un certain nombre de domaines. Je suis d'accord avec vous pour dire que des réductions sont nécessaires au sein du gouvernement fédéral, mais nous avons regardé dans la mauvaise direction. Il est facile pour Ottawa de se tourner, à l'occasion, vers des centres régionaux un peu plus éloignés, plutôt que vers ceux qui se trouvent juste à côté. Cela fait partie des préoccupations que nous constatons aujourd'hui.

Dave Epp: D'après ce que j'ai compris, chaque dollar investi peut rapporter jusqu'à 63 \$.

J'aimerais maintenant me tourner vers Mme Oatway.

Je suis familier avec l'usage de pesticides à emploi limité au sein du secteur horticole, étant originaire de l'Ontario. Néanmoins, d'après ce que je sais de ces interdictions, elles ont des répercussions sur l'Ouest canadien et sur votre travail. Je connais bien les sables siliceux de Tillsonburg. Je connais bien les sols limoneux de ces régions.

Pourriez-vous commenter les répercussions de ce type de pertes? En particulier dans le cadre de notre processus d'enregistrement des produits antiparasitaires, que se passe-t-il lorsque nous perdons ces différents sites dans l'Ouest canadien, surtout pour certaines des cultures les plus importantes?

Lori Oatway: La recherche repose sur un grand nombre de sites afin de s'assurer que ce que nous développons convient à l'ensemble du Canada. Lacombe est un site unique en son genre, car il possède une zone de sol noir profond. C'est également un centre de recherche en pathologie pour les essais d'homologation, ainsi que pour l'ensemble du Canada. Ce programme est unique en Alberta, car nous avons des niveaux de maladie plus élevés. La situation est différente en Ontario, ou même en Saskatchewan et au Manitoba.

La perte de ce réseau à travers le Canada va limiter notre capacité à identifier les maladies qui peuvent affecter nos nouvelles variétés. Nous devons nous assurer que les maladies que nous étudions sont correctement représentées dans les pépinières de maladies à travers le Canada. Il est impossible de toutes les étudier dans un seul endroit ou dans une seule province, c'est pourquoi ce réseau est essentiel à notre travail.

• (1120)

Dave Epp: Dans la foulée de ces compressions, Agriculture et Agroalimentaire Canada semble s'éloigner de la recherche appliquée pour se concentrer davantage sur la recherche fondamentale. Je sais que le secteur privé et différentes régions du pays se sont lancés dans la recherche appliquée.

Je vais continuer de m'adresser à Mme Oatway pour le moment.

Pouvez-vous nous dire en quoi il est important que le secteur public participe à la recherche appliquée, surtout dans le contexte de vos activités de recherche et production de semences?

Lori Oatway: La recherche menée par le secteur public est essentielle à notre travail. Le secteur privé réussit très bien à créer de nouveaux produits destinés aux entreprises de notre secteur, mais il arrive que la recherche initiale fasse défaut.

Parfois, le rendement du capital investi repose davantage sur les découvertes que sur la création de nouvelles variétés. Sans ces tracas, même le secteur privé ne peut progresser vers de nouvelles techniques novatrices.

Dave Epp: Merci.

Monsieur Buy, pouvez-vous nous expliquer comment la recherche fondamentale financée par l'État favorise l'innovation, qui est au cœur du travail que vous menez en ce moment?

Serge Buy: Je ne pense pas que nous aurions du canola aujourd'hui si le gouvernement était [difficultés techniques] recherche fondamentale. Je ne pense pas que notre industrie et notre secteur seraient aussi exceptionnels aujourd'hui. Il est essentiel [difficultés techniques] la recherche fondamentale et la recherche appliquée. La recherche publique nous prépare pour l'avenir.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Dandurand, qui dispose de six minutes.

[Français]

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins d'être ici et de leurs témoignages respectifs en appui à la recherche. Je leur suis reconnaissante du fait qu'ils se positionnent en mode solutions.

Que devrait-on faire dans l'avenir afin d'appuyer la recherche?

En ce sens, monsieur Buy, votre organisme semble avoir une expertise assez importante depuis plus d'une centaine d'années. Vous avez un peu parlé de l'incidence de la consultation qui aurait pu avoir lieu auparavant. Vous, ainsi que les autres intervenants, avez parlé d'une stratégie nationale.

Comment voyez-vous la recherche dans l'avenir et la collaboration entre le secteur privé, le secteur public et le milieu universitaire?

Serge Buy: Je pense qu'on va devoir de plus en plus se trouver des modèles de collaboration innovateurs et décisifs pour aller de l'avant. Je crois que c'est important.

Évidemment, on ne veut jamais de compressions. Quand on en subit, la première réaction est de demander de ne pas le faire. Or, certaines décisions doivent être prises, et nous le comprenons.

Le problème, c'est l'absence de consultation, l'absence de vérification des répercussions et l'absence de solutions en vue de l'avenir. Si le gouvernement fédéral avait annoncé qu'il allait faire des coupes budgétaires, mais qu'il allait soutenir des partenariats publics et privés, incluant les universités, pour essayer de maintenir certaines de ces recherches, ça aurait été excellent. Je pense que ça, c'est une occasion qu'on a certainement manquée.

Marianne Dandurand: D'après vous, comment pourrions-nous créer cette coordination entre les différentes parties?

On a parlé du double emploi de la recherche. On a parlé de la recherche qui n'est pas nécessairement arrimée aux besoins de l'industrie.

Que pourrait-on créer pour gérer cette recherche?

Serge Buy: Je pense que l'idée de Dominic Barton, en 2016, était excellente. [Difficultés techniques] pour l'agroalimentaire qui permettrait d'avoir cette vérification et cette coordination à l'échelle gouvernementale, mais aussi à l'échelle de l'industrie.

Selon moi, il serait absolument essentiel d'avoir cette coordination générale. C'est faisable. C'est une question de volonté. Si le gouvernement continuait de considérer l'agriculture et l'agroalimentaire comme un pilier du développement économique, on y serait. Malheureusement, malgré le rapport de M. Barton, on n'en est pas là.

• (1125)

Marianne Dandurand: Avez-vous des exemples d'autres pays où cette forme de collaboration entre le public, le privé et les établissements universitaires est appliquée?

Serge Buy: Absolument.

Vous pouvez regarder l'Australie, qui est un modèle fédéral. Vous pouvez regarder l'Allemagne. Vous pouvez regarder les Pays-Bas, où il y a d'excellents exemples.

Nous ne sommes pas là pour dire que le gouvernement doit tout faire. Nous sommes là pour dire que le gouvernement doit faire de l'accompagnement. C'est ça, l'important. Je pense qu'il y a des modèles un peu partout. Je pense aussi que le Canada est un pays unique. Nous devons créer notre propre modèle en nous inspirant des autres et en prenant le bien là où il est.

Marianne Dandurand: Merci beaucoup.

Je vais maintenant m'adresser à vous, madame Martel.

Vous avez parlé de plantes pérennes, de plantes fourragères qui sont une force, au Québec.

Selon vous, quelles sont les répercussions sur cette recherche de la fermeture du centre de recherche de Sainte-Foy?

Sophie Martel: Le centre de recherche à Sainte-Foy travaille à l'amélioration génétique des plantes pérennes. Je parlais des effets du gel et du dégel et de leur capacité à résister aux aléas climatiques.

C'est sûr que le centre de recherche de Sainte-Foy est fondamental pour la culture pérenne. Quand on parle de culture pérenne, on pense peut-être au foin, mais de façon très large, je la vois même comme culture de couverture, où tous les producteurs, et pas seulement les producteurs de production animale, peuvent être touchés par la fermeture du centre de recherche de Sainte-Foy. Ça touche aussi leurs connaissances et leur capacité d'améliorer ces connaissances.

Marianne Dandurand: Pouvez-vous parler un peu de l'importance de la répartition géographique, entre autres, du sud vers le nord, en lien avec les changements climatiques?

Selon vous, quelle est l'importance d'avoir des centres de recherche qui sont installés davantage dans le nord du pays?

Sophie Martel: Des centres de recherche dans le nord du pays deviennent essentiels, parce qu'ils sont confrontés à des nouveaux ravageurs, même à des nouvelles pratiques agricoles, qui sont très centrées dans leur milieu.

Je vais parler du Québec, mais c'est aussi le cas partout ailleurs au Canada. Dès qu'on va au Saguenay—Lac-Saint-Jean, on commence à voir des problèmes différents, qui évoluent différemment. Je vous dirais qu'il y a une importance primordiale, tant sur le plan du climat, et j'oserais même dire, tant sur le plan du sol. Ce sont deux éléments qui ont des conséquences majeures sur la recherche. À mon sens, les sols diffèrent et le climat diffère. Il importe d'avoir des centres de recherche régionaux, tant pour la vitalité de la région que pour la recherche probante dans ces milieux. En raison des changements climatiques, ça va devenir extrêmement important.

[Traduction]

Le président: Nous passons au Bloc québécois pour les six prochaines minutes.

Monsieur Lemire, vous avez la parole.

[Français]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Merci, monsieur le président.

Je remercie Mme Oatway, M. Buy et Mme Martel. Leurs propos sont tout à fait pertinents et vont dans le sens de ce que nous défendons, c'est-à-dire un retour en arrière et un renouvellement du financement.

Ce matin, j'étais avec les producteurs de grains, qui nous faisaient part d'une statistique semblable à celle qui a été présentée par M. Buy et les conservateurs: chaque dollar investi en agriculture rapporte 32 \$. Il y a là un investissement absolument fondamental dont on ne peut pas se priver.

Madame Martel, vous ne le savez peut-être pas, mais j'ai été responsable du Collectif en formation agricole de l'Abitibi-Témiscamingue entre 2017 et 2019. J'ai donc eu une belle collaboration avec le CETAB+, soit le Centre d'expertise et de transfert en agriculture biologique et de proximité. S'il y a une chose que vous avez bien démontrée, c'est que la recherche en agriculture est absolument névralgique. Or le CETAB+ fera l'objet de compressions budgétaires par la bande. En effet, la bonification du financement du Programme d'innovation dans les collèges et la communauté, ou ICC, l'un des plus importants véhicules de financement de la recherche appliquée dans les collèges, les cégeps et les écoles polytechniques du Canada, n'est pas reconduite.

Pouvez-vous nous dire en détail les conséquences que ça a sur un établissement comme le vôtre?

• (1130)

Sophie Martel: Oui, absolument.

L'ICC est un programme très important pour nous, mais aussi pour d'autres collèges au Canada. Nous sommes dans le domaine de la recherche appliquée et du transfert de connaissances. Alors, nous nous situons après la recherche fondamentale. Nous travaillons de très près avec plus de 300 producteurs agricoles. Dans mon cas, ça va avoir des conséquences sur ma capacité à retenir des talents dans mon équipe et sur la qualité des personnes que je peux embaucher, ce qui est assez fondamental. C'est une des premières choses.

Ensuite, ça va toucher la qualité de la recherche qui se fait à la ferme par la suite et qui permet aux entreprises d'être plus compétitives ou plus performantes. Alors, je dirais même que ça a un impact direct sur notre capacité d'action.

Sébastien Lemire: Je vais reprendre ce que disait ma collègue Marianne Dandurand concernant l'évolution du climat dans le nord.

Il y a plusieurs années, quand j'étais à l'Union des producteurs agricoles, en Abitibi-Témiscamingue, une étude d'Agriclimat disait que le climat de l'Abitibi-Témiscamingue, justement, pourrait ressembler à celui de la Montérégie ou du nord-est des États-Unis d'ici 2050, selon les scénarios réalistes. Alors, l'importance d'avoir une connaissance de nos sols et de notre climat est majeure, particulièrement dans les régions nordiques.

Chez nous, en Abitibi-Témiscamingue, et dans le nord-est ontarien, nous avons vécu la fermeture de la ferme expérimentale de Kapuskasing, en raison des compressions budgétaires effectuées par le gouvernement Harper en 2015. Ça a eu un impact majeur sur ma région, car cette ferme nous permettait notamment d'avoir une expertise concernant les sols plutôt argileux.

Pouvez-vous expliquer les répercussions que les transferts de centres de recherche d'un endroit à un autre ont sur la recherche? Le gouvernement nous dit que ce n'est pas grave, qu'on ne perdra rien et que ce sont juste des bâtiments qu'il veut fermer, mais ça m'apparaît très naïf.

Qu'est-ce qu'on perd, dans un transfert?

Sophie Martel: Comme je l'ai dit tantôt, on perd l'expertise ou le dynamisme local. Ça, c'est évident. Il est très important d'avoir plusieurs intervenants qui travaillent sur des problématiques. Tantôt, la dame de l'Alberta a aussi parlé de l'importance d'avoir des études pertinentes sur le climat, ainsi que sur les sols, ce qu'on appelle la pédologie. Vous avez des sols assez particuliers, dans le nord, au Témiscamingue. Vous avez de très belles argiles que je n'ai pas chez moi. Je travaille avec des sables. Alors, c'est certain que nos recherches n'auront pas le même effet, et ça, c'est incontrôlable. Chez vous, on fait des recherches spécifiques à votre milieu, et c'est une chose.

À cet égard, je ne sais pas depuis combien de temps le centre de recherche dont vous parliez est fermé, mais une saison agricole représente souvent une année de recherche. Alors, le fait d'avoir un historique de recherche sur un même endroit a une grande valeur aussi. La dame parlait même de l'amélioration génétique des céréales. On travaille longtemps là-dessus, ainsi que sur l'amélioration des sols. C'est donc super important de conserver cet historique.

Sébastien Lemire: Il y a aussi l'importance qu'on doit accorder à la propriété intellectuelle. Les recherches menées à Québec appartiennent à des universités ou à Agriculture et Agroalimentaire Canada.

En faisant plus de place au secteur privé pour combler ce manque à gagner, quelles seraient les répercussions sur la recherche et les innovations?

Sophie Martel: Je pense que le secteur privé a sa place. Ça, c'est certain. Nous travaillons pour des producteurs et pour l'industrie agroalimentaire. Il faut savoir qu'il y a une partie de la recherche qui n'intéressera pas vraiment le secteur privé, mais qui a quand même des conséquences sociétales assez importantes au Canada. Je parlais tantôt de la santé des sols, de la biodiversité et de l'amélioration de la rotation des cultures. Ce sont des sujets auxquels le secteur privé ne s'intéressera pas vraiment, parce que ce ne sont pas des choses brevetables ou intéressantes sur le plan de la propriété intellectuelle. Je ne dis pas que ces sphères, qui sont importantes pour la société, seront abandonnées, mais il se peut que le financement qui leur est destiné s'amenuise.

Sébastien Lemire: L'aspect biologique est très important. De quelle façon le gouvernement pourrait-il mieux soutenir la recherche, l'innovation et les sciences dans le domaine biologique?

Sophie Martel: Je pense que ça doit être pareil dans tous les centres de recherche: avoir un financement, ça va de soi. Toutefois, ce financement doit être récurrent et stable dans le temps.

Ce que nous étudions, en agriculture biologique, mais pas seulement en agriculture biologique, ce sont des systèmes. Nous n'étudions pas nécessairement une seule chose, mais tout un système. Pour ça, il faut avoir une vue d'ensemble, et il faut avoir une vue à moyen et à long termes.

Sébastien Lemire: C'est cet aspect de prévisibilité qui est menacé.

[Traduction]

Le président: Merci.

Les cinq prochaines minutes sont aux conservateurs.

Monsieur Gourde, vous avez la parole.

[Français]

Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Merci, monsieur le président.

Madame Martel, vous avez souligné la fermeture par le gouvernement du centre de recherche et de développement agricoles de Sainte-Foy, qui a été suivie de celle de la ferme de Saint-Augustin-de-Desmaures, où le gouvernement a mis le cadenas sur la porte.

Ces établissements possèdent une très grande expertise fondamentale dans les plantes fourragères, ou le foin, comme vous l'avez dit.

Je suis moi-même producteur. Toute ma vie, j'ai fait du foin. Quand j'étais jeune, on ne faisait qu'une coupe. Présentement, dans notre région, la Beauce, on est rendu à quatre coupes de foin. On voit qu'il y a vraiment eu des changements. Les changements climatiques ont peut-être permis d'en faire un peu plus. De plus, les cultivars se sont beaucoup améliorés, ce qui nous a permis de faire plus de foin par hectare et qui donne une meilleure rentabilité aux fermes de notre région.

Présentement, nous avons des cultivars qui ont été faits dans les années 2010 et 2015. Si on ferme ces centres de recherche, quel genre de cultivars allons-nous avoir dans les années 2030?

Nous sommes en 2026, mais les recherches se font pour les cultivars que l'industrie va pouvoir utiliser en 2030 ou 2035. Qu'allons-nous perdre?

● (1135)

Sophie Martel: Votre question est intéressante et elle souligne l'importance de la recherche.

L'amélioration des cultivars se fait à long terme. Comme vous le soulignez bien, ce n'est pas demain ou dans deux ans que nous allons nécessairement constater les répercussions de ces fermetures; c'est dans 10 ou 15 ans, et les répercussions seront très importantes. Il y aura des incidences sur la rentabilité et la productivité des fermes. Selon moi, c'est d'une évidence. Les cultivars d'ailleurs n'auront pas le même effet sur notre capacité à produire au Québec. J'ai parlé de sols et de climat tantôt. Il est certain que les fermes vont connaître des pertes à moyen et à long termes.

Jacques Gourde: Je suis très déçu de cette décision. Cette perte d'expertise va laisser un vide énorme, à long terme. De plus, ça crée une énorme pression qui pourrait causer une perte d'ancrage des plantes fourragères, qui seront en compétition avec le maïs ou le soya.

Souvent, quand les fermes se démantèlent, on ne refait plus de foin. On fait d'autres cultures. Présentement, au Québec, le foin est excessivement cher. On parle de 150 à 200 \$ la tonne de plus que le prix du grain. Je parle seulement du secteur équin, que je connais bien parce que je suis un ancien commerçant de foin. La petite balle de foin se vend 10 \$ dans le secteur équin. Beaucoup de Québécois qui travaillent dans ce secteur vont être obligés de vendre leurs chevaux. Comme vous le savez, les chevaux ont une valeur très sentimentale. Ce sera vraiment être triste.

Que peut-on faire pour remédier à la situation?

Il est certain que nous demandons au gouvernement de revenir sur sa décision, mais voyez-vous d'autres solutions?

Sophie Martel: Cette semaine, j'ai parlé avec des producteurs qui veulent inclure [*difficultés techniques*] la base. Ils voudraient inclure le foin dans leur rotation de cultures. Vous parlez de marché. Il faudrait peut-être développer des filières qui sont un peu plus structurées pour le foin afin de le valoriser. [*Difficultés techniques*] Il y a une foule de façons de le valoriser. C'est excellent dans la rotation. Cela peut même augmenter des rendements. Il faut structurer ce milieu autrement que [*difficultés techniques*]. Il faut le valoriser.

Sébastien Lemire: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Nous constatons qu'une difficulté technique touche deux témoins. C'est la première fois que je vois ce problème technique à la Chambre des communes. Cela ne semble pas être un microphone accroché.

Pouvez-vous vérifier que c'est un problème technique? Est-ce de notre côté? La connexion fait-elle en sorte qu'on ne réussit pas à avoir un son fluide?

[Traduction]

Le président: Nous allons faire les vérifications nécessaires. Il ne semble pas y avoir de problème de notre côté.

Si vous avez un appareil électronique près de votre ordinateur — par exemple, un téléphone secondaire —, veuillez l'en éloigner. Cela peut causer des interférences.

Nous allons poursuivre, mais si cela se reproduit, nous ferons une pause.

Je vais reculer un peu le chronomètre. Vous avez la parole.

● (1140)

[Français]

Sébastien Lemire: Monsieur le président, si la témoin pouvait répéter sa réponse, je lui en serais reconnaissant.

[Traduction]

Le président: Reprenez votre intervention à l'endroit approprié. Nous allons vous accorder un peu plus de temps.

[Français]

Sophie Martel: Je dois répondre à nouveau, est-ce exact?

[Traduction]

Le président: Si vous le pouviez, ce serait parfait.

[Français]

Sophie Martel: Pour répondre à la question de M. Gourde, qui se demandait comment valoriser les plantes pérennes comme le foin, je disais, entre autres, que j'avais parlé cette semaine à des producteurs qui cherchaient à valoriser [*difficultés techniques*].

[Traduction]

Le président: Nous allons nous arrêter un instant. Le problème vient de se reproduire.

Nous allons faire une courte pause pour essayer de trouver une solution.

● (1140)

(Pause)

● (1150)

Le président: Mesdames et messieurs, nous avons redémarré le système, alors nous allons réessayer.

Nous revenons aux conservateurs. Il leur reste une minute.

Monsieur Gourde, vous avez la parole.

[Français]

Jacques Gourde: Merci, monsieur le président.

Je vais vous poser à nouveau des questions, madame Martel. Il me reste seulement quelques secondes.

La saison de planification d'ensemencement des parcelles au centre, comme à Saint-Augustin-de-Desmaures ou ailleurs, pourrait-elle être compromise s'il n'y a pas de signal qui vient du gouvernement à court terme?

Sophie Martel: Parlez-vous de la saison 2026?

Jacques Gourde: Oui.

Sophie Martel: Absolument.

Les projets de recherche sont entamés et les semences devraient être commandées, pour la plupart. Je pense que la planification pourrait être compromise. En fait, chacun peut parler pour soi, mais si c'était chez nous, s'il n'y avait pas de signal clair aujourd'hui, la planification pourrait être compromise.

● (1155)

Jacques Gourde: Merci, monsieur le président.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Passons à Mme Harrison, qui dispose de cinq minutes.

Emma Harrison (Peterborough, Lib.): Je remercie les témoins d'être des nôtres et de prendre le temps de venir discuter plus en détail de certaines de ces compressions.

Madame Oatway, j'aimerais vous donner l'occasion de nous en dire plus sur certains des effets imminents que ces compressions auront en Alberta. Pouvez-vous m'expliquer ce qu'il en est?

Lori Oatway: Je peux vous parler un peu des répercussions sur notre groupe de recherche et sur notre région.

Le centre de recherche fédéral de Lacombe travaille en étroite collaboration avec notre entreprise de sélection végétale, Western Crop Innovations. Les deux groupes utilisent des installations communes.

Notre laboratoire de pathologie se situe dans l'installation d'Agriculture Canada, et nous sommes préoccupés par la fermeture immédiate de ce centre de recherche. Il faut des installations spécialisées pour produire l'inoculum nécessaire à la création de pépinières de pathologies. C'est l'un des aspects qui nous inquiètent. On nous a dit que le centre de recherche resterait ouvert jusqu'à l'automne, mais nous n'avons aucune réponse définitive quant à la date exacte de sa fermeture. Même si l'installation reste ouverte jusqu'en août, nous demeurons préoccupés par la façon dont les données seront obtenues.

Nous menons plusieurs projets conjoints entre les deux installations. À ce stade-ci, nous sommes préoccupés par la réaffectation des scientifiques, par la façon dont les programmes seront déplacés et par la question de savoir si les semences expérimentales seront plantées au printemps. Nous n'avons qu'environ six semaines pour prendre ces décisions, et nous travaillons en ce moment à préparer les essais. Nous devons donc savoir quelles installations seront accessibles, quels experts seront sur place et, bien sûr, quel personnel technique sera à notre disposition. Même si la cessation d'emploi du personnel technique n'est pas immédiate, nous avons toujours besoin de cette expertise sur le terrain pour semer les parcelles d'essai, recueillir les données et poursuivre les projets. Nous nous inquiétons beaucoup de ce changement de cap dans nos façons de faire habituelles, et nous devons élaborer des plans de rechange, car tout ne peut pas être transféré localement.

Nous évaluons la résistance aux maladies à l'échelle nationale. À Western Crop Innovations, notre travail consiste à effectuer des essais de sélection végétale partout au Canada, en particulier dans l'Ouest canadien. En général, nous réalisons des essais dans les installations d'Agriculture Canada à Lethbridge et à Lacombe. Nous en menons aussi à Scott, à Indian Head et à Brandon, et ces centres de recherche effectuent également des essais dans notre installation.

Cette approche nous permet de couvrir l'ensemble du pays, d'observer les effets de nos activités de sélection végétale, d'en évaluer le rendement dans toutes les régions et de garantir un produit de qualité à nos producteurs. Sans certaines de ces installations, ou sans les scientifiques qui y travaillent, nous ne pourrions plus recueillir les données essentielles à notre programme de sélection. Nous ne travaillons pas en vase clos. Nos activités s'étendent d'un bout à l'autre du pays, et nous sommes préoccupés par l'ensemble de ces conséquences.

Pour les producteurs, la fermeture d'installations comme celle d'Indian Head soulève de véritables inquiétudes. Indian Head est à l'origine des semences de sélectionneur. On entend par là les premières semences issues d'un programme de sélection. Elles sont distribuées aux producteurs à des fins de multiplication, avant d'être utilisées dans les champs des agriculteurs. Selon certaines estimations, environ 20 % de toutes les semences de sélectionneur pour les variétés de blé proviennent de l'installation d'Indian Head. Il reste à savoir si nous pourrions poursuivre ces activités.

Si l'ensemble du programme doit être transféré ailleurs, nous faisons face à divers problèmes en ce qui concerne la pureté variétale, la dotation en personnel, les questions techniques et le nettoyage des semences. Il faut donc s'assurer que tous ces éléments sont, eux aussi, transférables. La fermeture de cette installation, à elle seule, pourrait retarder de deux à trois ans la mise en marché d'une nouvelle variété.

Bref, les effets sur l'ensemble de nos activités nous préoccupent beaucoup. Je suis certes inquiète à titre de scientifique et de productrice.

Emma Harrison: Merci beaucoup.

Je repense encore au commentaire de M. Gourde: il fait quatre coupes de foin par saison, alors que, dans ma circonscription, la sécheresse intense ne nous permet que d'en obtenir une seule. Dans l'état actuel des choses, nous sommes contraints d'acheter du foin.

En tout cas, je suis jalouse de vos coupes de foin.

Madame Martel, vous avez évoqué la recherche sur les plantes fourragères dans le secteur privé et le manque d'investissements à cet égard. Croyez-vous qu'il y a moyen d'inciter le secteur privé à investir davantage dans la recherche agricole durable?

Le président: Veuillez répondre en 20 secondes.

[Français]

Sophie Martel: Pouvez-vous répéter votre question? Il y a un petit décalage dans l'interprétation.

• (1200)

[Traduction]

Emma Harrison: Certainement. Croyez-vous qu'il y a moyen d'inciter le secteur privé à investir davantage dans la recherche agricole durable?

[Français]

Sophie Martel: Absolument. Il y a beaucoup de domaines où le secteur privé peut investir dans l'agriculture durable. Bien des technologies peuvent être mises en avant dans le secteur de l'agriculture durable. Par exemple, les drones peuvent être utilisés.

Le secteur privé peut avoir sa place dans de nombreux pans de l'agriculture durable, mais il y a d'autres secteurs de l'agriculture durable où il n'a pas sa place et où il ne la trouvera pas. Ce n'est pas qu'il n'a pas de place, mais il ne la trouvera peut-être pas.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant au Bloc, qui dispose de deux minutes et demie.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Madame Martel, quand on s'intéresse aux nouveaux programmes, on sent une volonté gouvernementale d'avoir un financement toujours plus ciblé et à court terme.

Quelles sont les répercussions de ces choix sur la recherche appliquée?

Sophie Martel: En ce qui a trait à l'aspect plus ciblé et à plus court terme, j'ai dit, un peu plus tôt, qu'on voyait la production agricole comme un système. Quand on cible quelque chose, surtout quand on cible quelque chose très précisément, on perd de vue l'ensemble du système. Effectivement, quand ce sont des programmes ciblés et à court terme, on développe rapidement des connaissances et on les applique rapidement sur le terrain. Je pense qu'une partie des programmes peuvent être conçus de cette façon.

Par contre, on perd la vue d'ensemble du système, et on perd aussi les grandes innovations. Quand on travaille dans une optique de court terme, on comprend moins bien l'effet de grandes innovations. Si on va seulement dans cette direction, on aura de petites innovations et applications rapides, mais, à moyen et à long terme, on perdra les grandes innovations.

Sébastien Lemire: Merci.

Monsieur Buy, vous êtes à la tête d'un conseil particulièrement intéressant de l'innovation agroalimentaire.

Pouvez-vous me parler de l'importance de donner accès à des données ouvertes et nombreuses à l'ensemble de vos membres? Quelles répercussions l'accès à ces données et le fait d'ébranler un système peuvent-ils avoir?

Serge Buy: Quand on fait de la recherche, on dépend des données existantes. Il est donc essentiel d'avoir accès à ces données.

C'est pour ça que ces centres de recherche existent depuis tant de temps. Nous avons rassemblé des données, nous les avons produites, nous y avons travaillé et nous continuons de le faire. Avoir ces centres de recherche partout au pays nous a donné une bonne base sur ce plan. Il est évident que, sans ces données, nous aurons des difficultés à l'avenir.

Sébastien Lemire: Pouvez-vous parler de l'effet que ça pourrait avoir, particulièrement sur vos membres?

Serge Buy: Nos membres sont des chercheurs, des centres universitaires, des compagnies et des groupes de producteurs qui, effectivement, dépendent de toute cette recherche. C'est pour ça qu'ils sont membres de notre conseil. Ils sont membres parce qu'ils savent que la recherche et l'innovation sont tellement importantes pour l'avenir de notre secteur et de notre pays. On ne peut pas parler de l'avenir du pays et de la santé du secteur agroalimentaire sans cette recherche absolument essentielle.

Sébastien Lemire: Merci beaucoup.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup, monsieur Buy.

Je m'excuse d'avoir mal prononcé votre nom au début.

Serge Buy: Ce n'est pas grave. Vous n'êtes pas le premier à le faire.

Le président: J'aimerais remercier tous nos témoins de s'être joints à nous aujourd'hui. Merci beaucoup d'avoir été des nôtres. Nous vous sommes reconnaissants du temps que vous nous avez consacré.

Nous allons suspendre la séance pour passer à notre prochain groupe de témoins.

• (1200) _____ (Pause) _____

• (1215)

Le président: Nous reprenons.

J'aimerais formuler quelques consignes à l'intention de nos témoins.

Veuillez attendre que je vous nomme ou qu'un député vous pose directement une question avant de prendre la parole.

Si vous participez par vidéoconférence, cliquez sur l'icône du microphone pour activer votre micro, et veuillez vous mettre en sourdine lorsque vous ne parlez pas. Si vous êtes sur Zoom, vous pouvez sélectionner, au bas de l'écran, le canal approprié pour l'interprétation.

Je vous rappelle que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 10 février 2026, nous reprenons notre étude sur la science dans l'agriculture canadienne et la fermeture de centres de recherche.

Nous accueillons trois témoins en personne et en ligne.

Il nous manque un témoin, qui n'arrive pas à se connecter. Il s'agit de Heather Bruce, doyenne de la Faculté d'agriculture et directrice du campus à l'Université Dalhousie. Si nous parvenons à établir la connexion avec elle, nous le ferons, mais pour l'instant, il n'y a pas de connexion.

Je souhaite la bienvenue au député Calkins. Il n'a pas besoin de présentation. Bienvenue, monsieur.

Nous accueillons également une invitée spéciale, Elizabeth Smith-McCrossin, de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse. Merci de vous joindre à nous aujourd'hui. Nous vous sommes reconnaissants d'avoir fait tout ce trajet pour être avec nous.

Bien sûr, nous accueillons aussi un représentant du Conseil des doyens — Agriculture, Alimentation et Médecine vétérinaire: M. Rickey Yada, doyen, Faculté des sciences de l'agriculture, de la vie et de l'environnement, Université de l'Alberta.

Nous allons commencer par notre invitée spéciale, Elizabeth Smith-McCrossin. Vous avez cinq minutes.

Elizabeth Smith-McCrossin (députée de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, Cumberland North, à titre personnel): Je vous remercie de me donner l'occasion de comparaître aujourd'hui.

Comme vous l'avez mentionné, je m'appelle Elizabeth Smith-McCrossin. Je suis la députée provinciale de Cumberland North, en Nouvelle-Écosse, où se trouve la ferme expérimentale de Nappan. Je suis ici pour porter la voix de Cumberland et des groupes industriels de toute la région des Maritimes, qui tirent la sonnette d'alarme quant aux conséquences de cette fermeture pour la recherche agricole au Canada atlantique.

J'ai suivi de près cette décision en tenant compte des répercussions qu'elle aura non seulement sur Cumberland, mais aussi sur tous les Canadiens de l'Atlantique. Lors de la réunion du Comité du 12 février, le ministre et son équipe ont signalé leur intention de maintenir le volume actuel de recherche, à la différence près que ces activités seront regroupées et menées ailleurs. En tout respect, l'enjeu principal n'est pas le volume. C'est plutôt la qualité, la pertinence et l'emplacement.

La Nouvelle-Écosse produit moins de 10 % du bœuf que nous consommons. La perte de la capacité de recherche appliquée dans la région de l'Atlantique rendra cet écart encore plus difficile à combler, et non l'inverse.

Le Canada est un vaste pays. En agriculture, le lieu fait toute la différence. Les sols, le climat, la gestion de l'eau et les systèmes de production ne sont pas interchangeables. La recherche appliquée prend toute sa valeur lorsqu'elle est éprouvée dans les conditions réelles du terrain afin que les agriculteurs puissent adopter des pratiques en toute confiance.

Nappan n'est pas un site générique. C'est une installation fonctionnelle de recherche appliquée et de vulgarisation, conçue pour les conditions du Canada atlantique. Par exemple, les terres endiguées de la baie de Fundy forment un paysage aménagé, doté de caractéristiques uniques en matière de drainage et de dynamique des sols, que l'on ne peut reproduire simplement en déplaçant les travaux à Swift Current ou à Lethbridge. Sans cette installation, il sera sans doute toujours possible d'effectuer des activités de recherche ailleurs, mais on perdra les résultats pertinents pour la région de l'Atlantique.

Le secteur régional subit déjà de fortes pressions financières, notamment en raison de la hausse du coût des aliments pour animaux et de la dépendance aux céréales importées. La recherche appliquée sur les cultures fourragères et les pâturages est l'un des rares leviers dont nous disposons pour améliorer le coût du gain et la résilience dans la région de l'Atlantique.

Dans une lettre adressée au Comité et datée du 3 février, le sous-ministre a souligné que la consolidation de l'empreinte vise à réduire les frais généraux et les coûts fixes. Il a aussi affirmé que la capacité scientifique demeurerait intacte et que la pertinence régionale serait préservée. Ce sont là des promesses ambitieuses qui méritent d'être étayées afin de garantir le maintien de résultats pertinents pour la région de l'Atlantique.

Le ministre a également précisé que la plupart des travaux de recherche menés dans les installations en voie de fermeture portent sur la santé des sols. Or, la santé des sols varie d'un endroit à l'autre. Une recherche axée sur les sols et les plantes fourragères perd de sa pertinence pour les terres endiguées dès qu'on la transpose dans les Prairies, où les conditions géologiques et climatiques sont bien différentes.

Par ailleurs, la recherche agricole s'inscrit dans une perspective à long terme. Les projets réalisés à Nappan s'étalent sur plusieurs années. La fermeture d'une installation interrompt les essais en cours et la compilation de données. Elle entraîne aussi la perte d'expertise et affaiblit le transfert de connaissances vers les producteurs — transfert qui permet de transformer la recherche en pratiques concrètes. Les agriculteurs ne bénéficient pas d'une recherche qui, même si elle se poursuit en théorie, n'est plus validée dans les conditions locales.

Partout dans les Maritimes, l'industrie — qui représente plus de 4 000 exploitations agricoles — tire la sonnette d'alarme. Dans une déclaration commune, les intervenants soutiennent qu'une recherche pertinente à l'échelle régionale est essentielle à la productivité, à la gestion des risques, à l'adaptation aux changements climatiques et à l'adoption de nouvelles pratiques agricoles. Ils rappellent également que les travaux menés à Nappan ne sont pas exclusivement financés par les contribuables: les producteurs y contribuent déjà en partie. Fermer l'installation, avant même l'achèvement des projets, perturbera ces travaux et réduira à néant les investissements déjà consentis par les producteurs.

La même étude souligne que le secteur bovin des Maritimes est dominé par des exploitations de naissance, qui doivent composer avec des coûts d'intrants élevés et qui dépendent de parcs d'engraissement et d'usines de transformation situés à l'extérieur de la province. Cette structure met justement en évidence l'importance de maintenir une capacité de recherche et de vulgarisation pertinente pour la région de l'Atlantique.

Les représentants de l'industrie attirent également l'attention sur un aspect opérationnel pratique, que le gouvernement ne devrait pas négliger: la ferme expérimentale de Nappan est située au même endroit que la Maritime Beef Test Station — une station d'épreuves pour bovins — et y est étroitement intégrée sur le plan opérationnel, notamment par la production d'aliments pour animaux et l'utilisation d'équipement commun. Si le gouvernement libéral ferme l'installation de Nappan, cela risque d'occasionner des coûts bien réels et des perturbations opérationnelles pour la station d'épreuves et pour les producteurs qui en dépendent. Comme la station d'épreuves est gérée par l'industrie, et non par Agriculture et Agroalimentaire Canada, ces coûts ne disparaissent pas. Ils sont refilés aux éleveurs et au secteur bovin de la région.

Le sous-ministre a fait savoir que les fermetures ne pourront pas avoir lieu immédiatement, qu'il est trop tôt pour connaître les effets définitifs sur le personnel et que la réduction progressive des activités pourrait s'échelonner sur une période pouvant aller jusqu'à 12 mois. C'est précisément pourquoi le Comité devrait insister sur la transparence et la continuité dès maintenant, avant que la capacité ne soit démantelée.

Lors de sa comparution devant le Comité, le ministre a déclaré que les travaux allaient se poursuivre. Je suis ici pour faire en sorte que cette affirmation ne se résume pas à une question de volume — un simple chiffre inscrit sur une feuille de calcul nationale —, mais qu'elle mette l'accent sur la qualité et la pertinence pour les agriculteurs qui ont réellement besoin de ces résultats. Perdre la ferme expérimentale de Nappan, ce n'est pas favoriser une consolidation. C'est renoncer à une recherche adaptée à la région, sur laquelle comptent les producteurs et les agriculteurs du Canada atlantique.

Merci, monsieur le président.

• (1220)

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Calkins, vous avez la parole.

Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC): Merci, monsieur le président.

Bonjour à tous. Je m'appelle Blaine Calkins. Je suis député de la circonscription de Ponoka—Didsbury et j'en suis à mon troisième mandat à la Chambre. Depuis que je suis député, soit depuis 20 ans, le Centre de recherche et de développement de Lacombe a toujours été présent dans ma circonscription.

Je suis ici aujourd'hui pour discuter de la décision du gouvernement de Mark Carney de fermer sept stations de recherche et de sciences agricoles à travers le pays, et plus particulièrement de la fermeture du centre de recherche Lacombe d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, ou AAC, qui sert ma collectivité depuis environ 120 ans. Créé en 1907, le Centre de recherche et de développement de Lacombe est un pilier de notre collectivité et sa contribution à l'agriculture et à l'agroalimentaire dans les Prairies — et, en fait, au Canada tout entier — est considérable.

Voici quelques-unes de ses réalisations dans le domaine de la recherche en agriculture.

Lacombe est à l'origine du développement du porc Lacombe, la première race animale jamais créée au Canada. Le centre a également été le pionnier de travaux scientifiques intégrés portant sur la viande, notamment en ce qui a trait aux facteurs qui influencent le rendement, la qualité, l'innocuité et la conservation de la viande rouge. Les recherches du centre ont contribué à mettre au point et à améliorer les systèmes de classement des carcasses, à évaluer les influences post-mortem sur la qualité de la viande et à favoriser la production d'animaux plus maigres dotés des caractéristiques de carcasse plus solides.

Le centre a réalisé d'énormes progrès concernant la sélection végétale adaptée aux conditions des prairies et des parcs, favorisant la sélection de végétaux plus résistants aux maladies et mieux adaptés aux saisons courtes. Au fil des ans, l'amélioration de la qualité des ressources fourragères, du rendement des pâturages et de l'efficacité de la production bovine réalisée par le centre a grandement contribué à l'essor des éleveurs de bovins de l'Alberta. De nombreuses pépinières de maladies de l'orge, indispensables à la sélection de nouvelles variétés protégées contre divers agents pathogènes, sont situées au centre Lacombe.

Mais ce n'est pas tout. Le centre Lacombe d'AAC ne soutient pas seulement l'agriculture dans ses relations avec le gouvernement fédéral, puisqu'il travaille également en étroite collaboration avec Western Crop Innovations — vous avez entendu Lori Oatway tout à l'heure — et soutient cette station provinciale, située juste en face du centre.

Le centre travaille également en étroite collaboration avec le Lakeland College et d'autres groupes de producteurs. Par exemple, les programmes de sélection du triticale d'hiver et du seigle d'automne à Lethbridge disposent d'une pépinière d'ergot à Lacombe où ils peuvent sélectionner de nouvelles variétés plus résistantes et identifier celles qui sont particulièrement vulnérables. Cela concerne la gestion des maladies.

Au milieu des années 1990, le programme de sélection de l'avoine qui se déroulait à Lacombe a été interrompu et fusionné avec celui de Brandon. Comme il s'agit d'environnements très disparates, des croisements et une sélection spécifiques sont effectués à Lacombe pour répondre aux besoins des producteurs des prairies et des parcs de l'Ouest. Or, la fermeture du Centre de recherche et de développement de Lacombe provoquera également l'interruption de cette activité, ce qui se fera au détriment des producteurs, et en particulier des producteurs de l'Alberta. Cela se traduira par un recul de la compétitivité du secteur, de la productivité agricole, de la pertinence régionale et de la résilience climatique.

Le centre Lacombe d'AAC n'est pas seulement une nécessité nationale pour la science et la recherche en agriculture, mais c'est aussi un trésor local et un pilier de notre région, qui emploie plus de 120 personnes. Il y a 19 projets en cours qui devraient être achevés entre 2026 et 2030, et ce, malgré le fait qu'AAC ait transféré plusieurs scientifiques à Lethbridge. On m'a dit que le ministère avait donné l'assurance que la plupart, sinon la totalité, de ces projets seraient menés à bien, mais je ne vois pas comment cela sera possible, car le centre doit fermer ses portes plus tard cette année.

Nous devons comprendre le contexte dans lequel se font ces compressions budgétaires. À l'heure actuelle, 2,2 millions de Canadiens ont recours chaque mois à l'aide d'une banque alimentaire. Le Canada est en tête du G7 en matière d'inflation alimentaire, avec un taux de 7,3 %. Au cours de la dernière année civile, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,3 %. Nous avons un parte-

naire dont la fiabilité s'étiole de plus en plus et un paysage politique international tout à fait imprévisible. Le gouvernement du Canada a le devoir de prendre soin des Canadiens, et le fait de fermer sept centres agricoles à l'échelle du pays à un moment où de nombreux Canadiens n'ont pas les moyens de se nourrir n'est pas seulement irresponsable et mal avisé, mais c'est aussi une erreur.

Il y a un mois, à Davos, le premier ministre a déclaré: « Un pays qui ne peut pas assurer son approvisionnement alimentaire, énergétique ou sa défense n'a que peu d'options. » La décision de fermer ces centres de recherche en agriculture n'aide en rien le pays à se nourrir. Le gouvernement affirme que cette décision vise à réaliser des économies, mais c'est ce même gouvernement qui a dépensé 19 milliards de dollars en consultants l'année dernière et qui finance des projets idéologiques et étrangers, comme 8 millions de dollars pour du riz « équitable et à faible teneur en carbone » au Vietnam et 22 millions de dollars pour le projet « Culture du haricot et empowerment des femmes » au Congo. Chacun de ces projets permettrait de financer ces stations de recherche pendant plusieurs années.

Le gouvernement mène actuellement un programme de confiscation des armes à feu de 742 millions de dollars qui, selon tout le monde — pratiquement tous les postes de police de toutes les provinces et de tous les territoires —, ne servira à rien. Or, les ressources affectées à ce programme permettraient à elles seules de financer le centre Lacombe d'AAC pendant plus de 40 ans. Nous savons également que chaque dollar dépensé dans le domaine de la recherche génère un retour sur investissement dans une proportion de 32 pour 1.

On ne peut pas financer ces projets et ensuite faire volte-face et dire qu'il n'y a plus de fonds disponibles pour la recherche agricole nationale. Cela n'a tout simplement pas de sens. M. Ron DePauw, conseiller scientifique principal chez SeCan, a affirmé que ces fermetures réduiront considérablement la capacité du Canada à développer des variétés de cultures adaptées et résistantes ainsi que sa capacité à mettre au point des innovations agronomiques, des capacités qui, historiquement, ont généré certains des rendements les plus élevés pour les fonds publics investis dans l'agriculture canadienne.

Il est possible de réaliser des économies, mais le fait d'y arriver en démantelant la recherche qui contribue à mettre de la nourriture sur la table des Canadiens est, tout simplement, une idée stupide.

Merci.

• (1225)

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Yada, pour cinq minutes.

Rickey Yada (doyen, Faculté des sciences agricoles, de la vie et de l'environnement, Université de l'Alberta, Conseil des doyens - Agriculture, Alimentation et Médecine Vétérinaire): Merci, monsieur le président.

Je m'appelle Rickey Yada. J'ai précédemment occupé le poste de président du Conseil des doyens - Agriculture, Alimentation et Médecine Vétérinaire. J'espère être rejoint par ma collègue, Mme Heather Bruce, qui est la vice-présidente de ce conseil.

Le Conseil des doyens est composé des doyens de 13 facultés de 11 universités d'un peu partout au Canada. Nos facultés enseignent et font de la recherche dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire depuis plus de 125 ans, et nous travaillons ensemble en tant qu'association pancanadienne à but non lucratif depuis 1991. Le Conseil des doyens engage le dialogue avec l'industrie et le gouvernement afin de trouver des solutions aux problèmes nationaux et mondiaux liés à l'agriculture durable, à l'alimentation, à la santé et à l'environnement. Nous avons estimé qu'il était essentiel de prendre la parole aujourd'hui pour vous informer de l'importance de la science, de la technologie et de l'innovation dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Comme vous le savez, le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire est un moteur économique. En 2024, il a généré près de 150 milliards de dollars, soit environ 7 % du PIB total du Canada. Cette industrie soutient 2,3 millions d'emplois, ce qui signifie qu'un Canadien sur neuf va travailler chaque jour grâce à elle. Le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire ne se contente pas que de nourrir les Canadiens. Il est aussi un chef de file mondial, exportant plus de 100,3 milliards de dollars de produits vers plus de 200 pays. Son succès s'appuie sur une chaîne d'innovation dont les maillons comprennent nos laborieux agriculteurs et éleveurs, nos partenaires industriels, ainsi que le gouvernement et les établissements d'enseignement postsecondaire.

En plus de fournir un financement essentiel à la recherche, Agriculture et Agroalimentaire Canada a toujours fourni l'infrastructure spécialisée et l'expertise scientifique à long terme nécessaires pour s'attaquer à des enjeux complexes. Le réseau des complexes fédéraux a joué un rôle essentiel dans l'étude de questions pancanadiennes de portée générale, notamment en ce qui a trait aux études longitudinales sur la santé des sols, qui constituent littéralement le fondement de l'agriculture.

Nos établissements universitaires préparent les étudiants à devenir les scientifiques et les chefs de file de l'industrie de demain ainsi que les personnes qui trouvent et trouveront des solutions aux problèmes actuels et futurs les plus ardues. Nous travaillons également main dans la main avec l'industrie pour traduire les découvertes scientifiques fondamentales en outils concrets que les agriculteurs utilisent sur le terrain, tels que de nouvelles variétés de semences ou des technologies agricoles numériques, pour ne nommer que ceux-là. En collaboration avec les universités, les installations et les scientifiques d'AAC mettent à profit les connaissances par-delà les institutions ou les provinces individuelles, permettant ainsi de trouver des solutions à des problèmes communs qui transcendent les frontières et les secteurs. Sur le plan du rendement, on estime qu'à long terme, chaque dollar investi dans la recherche et le développement en matière d'agriculture est multiplié par 10.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement? Je vais vous donner un exemple. Vous connaissez tous l'importance du canola pour le marché canadien de l'exportation. En 2024, le Canada a exporté pour 14,5 milliards de dollars de produits à base de canola. Saviez-vous que le mot « canola » signifie « huile canadienne à faible teneur en acide »? C'est exact. Il s'agit d'une merveille canadienne créée par des chercheurs universitaires dans un laboratoire d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Depuis son introduction sur le marché mondial dans les années 1970, le canola n'a cessé d'être amélioré grâce à la recherche universitaire. Dans les années 1990, des innovations ont permis de mettre au point de nouvelles variétés plus résistantes à la jambe

noire, une maladie qui ravageait l'industrie mondiale. Les chercheurs universitaires et gouvernementaux canadiens ont donc créé une industrie mondiale qui représente aujourd'hui près de 15 % de nos exportations agricoles, puis ils l'ont sauvée.

Les scientifiques ont continué à innover, créant des variétés résistantes à la sécheresse et à rendement plus élevé, ainsi que du canola oméga-3. Notre humble contribution agricole et agroalimentaire est désormais utilisée dans le monde entier comme huile de cuisson de qualité supérieure, aliment de haute qualité pour animaux et, de plus en plus, comme composant de biocarburants à faibles émissions. Le canola est un exemple concret du travail invisible des blouses blanches à l'œuvre dans votre cuisine, votre grange et votre voiture.

Nous pourrions également parler des pommes Spartan, des pommes de terre Yukon Gold, du bœuf de l'Alberta, des vignobles de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, ainsi que d'une foule d'autres produits agricoles que nous connaissons tous et qui font la renommée du Canada. La science agricole ne se limite pas au blé et à la viande. Elle englobe l'innovation et la production à valeur ajoutée, non seulement dans le domaine des matières premières, mais aussi dans celui des aliments enrichis, des nouveaux produits demandés par les consommateurs et d'autres innovations qui conduisent à des chaînes alimentaires sécuritaires et mieux sécurisées. Elle englobe la recherche sur les changements climatiques, la nutrition et la santé. Elle englobe la biodiversité, le bien-être animal, la gestion de l'eau, les textiles et les matériaux de construction. Si elle continue de faire appel aux fourches et aux charrues, elle mise désormais aussi sur l'intelligence artificielle et les drones.

● (1230)

C'est pourquoi nous avons jugé important de venir vous parler aujourd'hui. Nous devons continuer d'investir dans la science et les scientifiques qui ont fait du Canada un chef de file dans le domaine agricole.

Les universités comprennent très bien...

Le président: Je m'excuse, monsieur Yada, mais je dois vous interrompre. Vous avez dépassé les cinq minutes imparties. Merci de votre exposé. Nous vous en sommes reconnaissants.

Je vois que Heather Bruce s'est jointe à nous.

Nous allons maintenant passer aux questions.

Madame Bruce, votre micro n'a pas été testé, mais nous allons faire comme si c'était le cas. Si nous vous posons une question et que quelque chose ne fonctionne pas, nous ferons une pause. Pour l'instant, nous allons présumer que tout ira bien.

Je donne la parole aux conservateurs, pour six minutes.

La parole est au vice-président, John Barlow.

John Barlow (Foothills, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à nos témoins de leur présence.

Monsieur Calkins, je sais d'après nos conversations que vous avez eu de nombreuses réunions avec les intervenants du secteur agricole de votre circonscription et avec le personnel et les scientifiques de l'installation de Lacombe. Pouvez-vous me faire part des commentaires que vous recevez de certains des 100 et quelques employés de l'installation de Lacombe? Comment réagissent-ils à cette annonce, et quel impact cette mesure aura-t-elle sur eux?

Blaine Calkins: C'est une question intéressante, monsieur Barlow.

Je peux vous dire que bon nombre des présidents et des membres des conseils d'administration des groupes de producteurs et des organisations de producteurs viennent de cette circonscription, car, à l'instar de la vôtre, la circonscription de Ponoka—Didsbury est l'un des greniers de l'Alberta.

J'entretiens depuis 20 ans des relations avec le personnel et les membres du centre de recherche de Lacombe, mais depuis peu, ils ne me rappellent plus et ne répondent plus à mes appels. Je présume que cela a à voir avec le courriel que la direction d'Agriculture et Agroalimentaire Canada semble leur avoir envoyé sur instruction, je suppose, du ministre.

Je suis heureux de vous remettre ce document, monsieur Barlow, dans lequel ils rapportent, essentiellement, qu'on leur a dit de ne parler à personne pendant cette fermeture. Ils ont été muselés. Pour la première fois en 20 ans, je ne peux pas parler aux gens de ce centre de recherche. Ils ne répondent pas à mes appels et ne me rappellent pas.

• (1235)

John Barlow: Les scientifiques et les chercheurs de l'installation de Lacombe ont été informés qu'ils avaient été muselés par le gouvernement libéral et qu'ils n'étaient pas autorisés à parler de cette affaire. Est-ce exact?

Blaine Calkins: Je vis à Lacombe. Je suis né à Lacombe. J'ai grandi dans une ferme située à 15 minutes de ce complexe de recherche. Je connais beaucoup de personnes qui y travaillent. Ce sont mes amis et mes voisins, et ils ne répondent pas à mes appels dans un cadre professionnel. J'ai une capture d'écran qui semble être un courriel envoyé au personnel d'AAC Lacombe leur demandant de ne parler à personne.

John Barlow: J'aimerais que cela soit présenté au Comité dans le cadre de ce rapport. Il est extrêmement décevant que le gouvernement muselle vos concitoyens, les gens qui seront les plus touchés par cette décision. Si telle est la situation à Lacombe, je présume qu'elle est similaire dans tous les autres centres de recherche du Canada que le gouvernement est en train de fermer.

Monsieur Calkins, d'après les réunions que vous avez eues avec de nombreux intervenants, quel est l'impact économique de la fermeture de Lacombe? Comme vous l'avez dit, il ne s'agit pas seulement de cette station. Il s'agit aussi des partenariats avec le Lakeland College et l'Olds College, comme l'a mentionné Mme Oatway. Son propre établissement fait également partie de ces partenariats. Pouvez-vous nous parler de l'impact économique que cela aura?

Blaine Calkins: J'ai parlé du nombre de programmes. Je n'aurais pas le temps, en six minutes de questions, de les énumérer tous. Je serai heureux de vous fournir une liste de tous les organismes partenaires, ainsi que les modèles de financement et les projets de recherche qui y sont actuellement menés.

Je vais vous donner un exemple, monsieur Barlow: les cotisations. Tous les membres de votre comité devraient savoir que les producteurs paient une cotisation, et que cet argent sert à financer divers projets et programmes dans différentes organisations de producteurs. L'un d'entre eux est la recherche.

Si vous financez la recherche sur le blé dans une région de terre noire comme le centre de l'Alberta et que le seul centre de recherche sur les terres noires au Canada ferme ses portes, en tant que

producteur de blé dans cette région, comment pouvez-vous être certain que l'argent que vous versez actuellement à la recherche sera utile, alors que vous ne disposez d'aucun essai pour prouver que les nouvelles variétés ou les nouveaux produits qui arrivent sur le marché auront du succès dans votre coin de pays?

Pour la gouverne de tous les membres du Comité, la valeur des terres agricoles dans ma circonscription est supérieure à 1,5 million de dollars par quart de section. Il s'agit de certaines des terres agricoles les plus prisées et les plus chères du Canada, car elles permettent de cultiver des variétés et des cultures dont le rendement dépasse 100 boisseaux par acre. C'est ce rendement qui explique la valeur de ces terres.

De plus, en ce qui concerne la fermeture de Lacombe, si vous menez des essais en tant que chercheur, vous les menez à différents endroits. C'est un enjeu de duplication. À tout moment, vos essais peuvent être endommagés par la grêle ou vous risquez toujours d'avoir des problèmes susceptibles de causer la perte de ces essais. Si vous centralisez tout et que vous n'avez qu'une poignée d'installations de recherche, il y a une possibilité que les choses tournent mal et que vous perdiez des années entières de recherche faute d'avoir dupliqué les essais.

Parmi les organisations de producteurs ou les acteurs du secteur agricole, je ne connais personne qui se réjouit de cette décision.

John Barlow: Je vous remercie de vos observations, monsieur Calkins. Je me réjouis que vous ayez parlé des projets de recherche qui ont été éliminés.

Soit dit en passant, c'est bon de vous revoir, monsieur Yada.

Madame Bruce, je suis également heureux de vous revoir. Je vous remercie de vous être joints à nous.

Mme Oatway, qui représente l'organisation Innovations céréalières de l'Ouest, a parlé de la perte de capacité de recherche. Monsieur Yada, vous avez cité l'exemple du canola, dont le développement au Canada a pris plus de 20 ans. Si je me souviens bien, il s'agissait d'un partenariat entre l'Université du Manitoba et AAC. Plus de 50 % des variétés de blé utilisées par les agriculteurs canadiens ont été développées par AAC. Nous avons entendu dire que le gouvernement espère que les provinces et les universités prendront le relais de ces recherches qui vont désormais disparaître en raison de ces compressions budgétaires.

Monsieur Yada et madame Bruce, les universités ont-elles les ressources — les budgets — nécessaires pour reprendre les recherches abandonnées par le gouvernement actuel?

Rickey Yada: Madame Bruce, voulez-vous commencer? Je prendrai ensuite la parole.

Le président: Il nous reste environ 30 secondes pour obtenir la réponse.

Heather L. Bruce (doyenne, Faculté d'agriculture et Principal du campus, Dalhousie University, Conseil des Doyens - Agriculture, Alimentation et Médecine Vétérinaire): Oui, ce serait formidable.

En un mot, non. À l'heure actuelle, nous sommes aux prises avec nos propres réalités et difficultés budgétaires. Nous procédons rapidement à un redimensionnement et à une restructuration en fonction de ces facteurs. Nous faisons également face à certains défis en matière d'infrastructures de recherche.

Le président: Je vous remercie.

Nous allons maintenant céder la parole aux libéraux pendant six minutes.

Monsieur MacDonald, la parole est à vous.

Kent MacDonald (Cardigan, Lib.): Je remercie les témoins de leur présence.

Je pense que nous sommes tous conscients que la recherche et la science essentielle financée par des fonds publics revêtent une grande importance pour les producteurs agricoles. Qu'il s'agisse de la résilience des cultures, de la santé des sols, de la résistance aux maladies des animaux d'élevage, de la sécurité alimentaire ou de l'innovation à valeur ajoutée, tous ces domaines sont extrêmement importants pour le secteur agricole.

D'après les discussions que nous avons eues au cours des réunions précédentes et de la présente réunion, nous reconnaissons tous que la recherche doit se poursuivre, quel que soit le lieu physique où elle est menée. La semaine dernière, le sous-ministre a souligné que 17 sites de recherche sont toujours ouverts dans l'ensemble du pays, c'est-à-dire au moins un dans chaque province. Les décisions relatives à la transition qui seront prises au cours des 12 mois ou plus à venir le seront en consultation avec le secteur agricole. Les partenariats industriels que nous allons établir, que ce soit avec des organisations de producteurs privés, des provinces ou des universités, seront le moteur de la recherche et de la durabilité à l'avenir.

Je dis tout cela parce qu'en tant que producteur depuis plus de 40 ans, je perçois des problèmes dans la manière dont la recherche a été menée. Il y avait des chevauchements, et la recherche était menée en vase clos. L'échange d'informations s'est amélioré au cours de ces dernières années, mais nous devons vraiment procéder à un examen complet des recherches qui sont menées et de la manière dont nous pouvons les mener le plus efficacement possible. Je pense qu'un des intervenants précédents a parlé de cet enjeu. Le Comité devrait avoir pour objectif de veiller à ce que cela se produise.

Je tiens simplement à interroger M. Calkins brièvement.

Je comprends tout à fait votre passion pour le centre de recherche de Lacombe qui est situé dans votre circonscription. J'ai d'ailleurs visité le collège Lakeland. Mon fils est diplômé du programme de sciences agricoles de cet établissement, alors je comprends tout à fait la raison pour laquelle cette fermeture vous tient à cœur.

Cette semaine, nous avons entendu parler de ce problème libéral propre au Canada. Je crois que pour assurer l'intégrité des travaux de notre comité, il est important de faire la distinction entre la réaffectation de ces fonctions de recherche et la suppression des travaux scientifiques, qui a eu lieu sous l'ancien gouvernement Harper du Parti conservateur. L'émission *The Fifth Estate* a même réalisé un documentaire à ce sujet intitulé « Silence of the Labs », ou Le silence des laboratoires. Vous, messieurs, qui êtes ici depuis beaucoup plus longtemps que moi, vous souvenez certainement de cette situation. Je tiens simplement à le souligner.

Les critiques que votre parti a formulées aujourd'hui sont plutôt malhonnêtes, étant donné que vous avez fait partie du gouvernement Harper. Je vais simplement énumérer les établissements qui ont été fermés. Il y a eu le Centre de recherches sur les céréales du Manitoba en 2012, puis le démantèlement du Secrétariat rural en 2013, qui était un groupe de défense des intérêts ruraux et de la recherche rurale au sein du gouvernement. Il y a eu également la fer-

meture du centre de Kamloops, en Colombie-Britannique. Tout cela s'est produit pendant le mandat où vous étiez député ici.

Êtes-vous d'accord pour dire qu'il existe une différence considérable entre une restructuration et un démantèlement? Je cherche simplement à obtenir une réponse par oui ou par non.

• (1240)

Blaine Calkins: Bien entendu, vous cherchez à obtenir une réponse par oui ou par non.

Le centre de recherche agricole de Lacombe a survécu au gouvernement Harper. En fait, il est florissant et continue de prospérer.

Si vous souhaitez consulter la liste, la voici. Dans le cadre du budget de 2006, le gouvernement a investi 1,5 milliard de dollars dans l'agriculture en 2006 et 2007, afin de contribuer à combler des lacunes en matière de production et d'assurance, notamment en adoptant un cadre d'aide en cas de catastrophe. En 2007, le programme prévoyant des aides agricoles bénéficiait d'un budget d'un milliard de dollars destinés à l'amélioration des programmes nationaux de revenu agricole.

Dans le budget de 2009...

Le président: Je suis désolé de vous interrompre, monsieur Calkins.

Je tiens simplement à rappeler au témoin que nous devons rendre compte de nos délibérations et que lorsque l'intervenant parle très vite, les interprètes ne peuvent pas saisir toutes ses paroles.

Poursuivez.

Kent MacDonald: Pour gagner du temps, puis-je poser une autre question?

Blaine Calkins: J'ai de nombreux autres exemples à donner, monsieur MacDonald. En fait, j'ai même présidé le comité législatif...

Kent MacDonald: Vous pourriez peut-être me communiquer...

Blaine Calkins: ... visant à abolir la Commission canadienne du blé, ce que les producteurs de ma circonscription désiraient.

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Kent MacDonald: Veuillez simplement me faire parvenir ces renseignements, car je n'ai pas le temps de les entendre aujourd'hui.

Des députés: Oh, oh!

Kent MacDonald: Puis-je poursuivre?

Le président: Monsieur MacDonald, poursuivez. Ce temps de parole vous appartient.

Kent MacDonald: Ce dont nous discutons aujourd'hui, c'est d'une restructuration du cadre de recherche. Je reprends ici les chiffres du Conseil du Trésor. De 2020 à 2024-2025, le financement de la recherche scientifique a augmenté de 185 millions de dollars. Je n'ai pas inventé ce chiffre. Il provient du Conseil du Trésor.

Nous avons également constaté une stabilisation du nombre de postes d'équivalents temps plein dans le domaine des sciences et de la recherche au Canada. En 2021, il y avait 2 614 postes de ce genre. En 2024-2025, il y en avait 2 621. Nous avons observé au sein du gouvernement fédéral une très légère fluctuation du nombre de postes d'équivalents temps plein dans le domaine de la recherche. Le plan de réduction prévoit 2 608 postes.

• (1245)

Le président: Il vous reste 30 secondes.

Kent MacDonald: Ce pourcentage est très faible.

Blaine Calkins: Permettez-moi simplement...

Kent MacDonald: Je n'ai pas encore terminé, monsieur Calkins. J'espère que cela vous permettra de comprendre la différence entre une restructuration et un réinvestissement. Le gouvernement fédéral réinvestit dans la recherche, et nous devons tous travailler ensemble dans un esprit de collaboration.

Blaine Calkins: Les effectifs d'AAC ont diminué de 14 % entre 2012 et 2025. La fonction publique fédérale a connu une croissance globale de 30 % au cours de la même période. Lorsque le ministère connaît une croissance de 30 % et met en œuvre une réduction de 15 %, ses effectifs sont encore 10 % plus élevés qu'ils ne l'étaient en 2012.

Quand AAC, dont les effectifs ont déjà été réduits de 14 %, procède à une autre réduction de 15 %...

Le président: D'accord. Nous allons nous arrêter ici.

Blaine Calkins: ..., reçoit un financement environ 27 % moins important...

Le président: Nous allons maintenant donner la parole au Bloc québécois pendant six minutes.

Monsieur Lemire, la parole est à vous.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Monsieur Calkins, je vous remercie d'être des nôtres. C'est exceptionnel de vous voir, en tant que député, défendre votre circonscription avec autant de force. Je trouve ça particulièrement inspirant.

Pouvez-vous nous parler des conséquences de cette fermeture dans votre circonscription? J'ai brièvement consulté la carte durant votre présentation, et j'ai l'impression que vos besoins ressemblent beaucoup aux nôtres.

J'aimerais donc vous entendre parler des répercussions directes de cette fermeture sur votre circonscription.

[Traduction]

Blaine Calkins: Merci beaucoup. Je vous suis reconnaissant de votre question.

Permettez-moi de passer rapidement en revue certaines des recherches actuellement en cours.

Il y a le Réseau de surveillance des organismes nuisibles des Prairies. Ce réseau couvre l'ensemble des Prairies. Il est actuellement en marche, et il est dirigé à partir de Lacombe. Il s'agit d'un projet de 126 000 \$.

Le Phénotypage de lignées généalogiques et de matériel génétique d'orge en vue de l'augmentation de la résistance aux maladies est également en cours. Il était censé prendre fin en 2023. Sa durée dépasse largement le délai prévu pour son achèvement. Ce projet est de l'ordre d'environ 200 000 \$.

Il y a un projet appelé Variation et surveillance des agents pathogènes dans les cultures d'orge: lutte contre les maladies fondée sur la résistance de l'hôte et les fongicides, et un projet appelé Stratégies de lutte visant à réduire l'impact de la fusariose de l'épi dans

les cultures d'orge. Tous ces projets sont importants pour les producteurs.

Un autre projet concerne le microbiome du lait de truie et le développement du microbiome intestinal des porcelets, ainsi que leur résistance à... En fait, je n'ai même pas mentionné le fait qu'Olymel possède un abattoir de porcs à Red Deer, à 20 minutes d'ici.

Quand on regarde ce qui se passe à Lacombe, on constate qu'il s'agit là d'un centre agricole, non seulement pour le Canada, mais aussi pour le centre de l'Alberta.

L'Agriculture Financial Services Corporation a établi son siège social à cet endroit. Elle s'occupe de tous les programmes de gestion des risques commerciaux pour tous les agriculteurs et producteurs de l'Alberta, y compris le financement de la croissance, les nouvelles entreprises et les entreprises en démarrage. De l'autre côté de la route, il y a le centre de recherche sur l'innovation agricole de Lacombe. Je l'appelle le centre de recherche de l'Alberta.

Il y a des partenariats avec le collège Lakeland, qui se trouve en fait dans la circonscription de Mme Stubbs. De plus, l'Université de l'Alberta et le Collège Olds, qui se trouve maintenant dans ma circonscription, mènent toutes sortes de recherches conjointes.

Presque toutes les organisations de producteurs, non seulement en Alberta, mais aussi au Canada, y compris l'Association canadienne des bovins, participent au financement de la recherche, et presque tout passe par... qu'il s'agisse de bœuf, de porc, de canola, d'orge ou de blé. Pour pratiquement tous ces produits de base, que nous utilisons non seulement pour nous nourrir, mais aussi à des fins d'exportation vers le reste du monde, afin d'engendrer des retombées économiques de 150 milliards de dollars, soit 7 % de notre PIB, et de créer un emploi sur neuf, comme l'ont mentionné les autres témoins... Tout cela est possible grâce aux innovations et aux technologies qui ont été élaborées.

Nous disposons d'une période de culture d'environ quatre mois par année. Nous ne sommes pas compétitifs par rapport au Brésil. Nous ne sommes pas compétitifs par rapport aux régions où l'on peut cultiver des produits 12 mois par année, ce qui signifie que nous devons avoir recours à l'innovation et à la technologie pour combler cet écart. C'est le rôle que ces centres de recherche jouent.

Les députés d'en face affirment qu'ils vont continuer de faire de la recherche. Eh bien, vous pouvez financer certains étudiants à la maîtrise et au doctorat, car c'est important. Une partie de ce travail est appliqué; la recherche menée dans nos universités n'est pas uniquement ésotérique. Cependant, comme tout le monde le dit depuis des décennies, la véritable lacune de notre économie est liée au domaine de la recherche appliquée, c'est-à-dire à la concrétisation de ces idées et à leur mise en marché. C'est là le travail que le centre de recherche de Lacombe accomplit.

Lorsqu'un chercheur du centre de recherche de Lacombe prend en charge un projet, il le prend en charge pendant toute sa durée, et non pendant le temps nécessaire pour terminer sa thèse de maîtrise ou de doctorat. Il mène ces recherches parce que c'est une passion qui l'anime depuis toujours, et il travaille de manière constructive. Il consulte les agriculteurs et les groupes de producteurs. Tout le monde travaille ensemble. Les scientifiques demandent ce qu'ils peuvent faire pour aider ces gens à devenir des agriculteurs plus compétents et plus productifs, afin de réduire l'utilisation d'herbicides, de pesticides et d'engrais. Ce sont là toutes les mesures que je pensais que les libéraux voulaient prendre pour créer un environnement plus sain et plus propre.

Pour des raisons qui me dépassent, il me semble, monsieur Lemire, que le gouvernement s'est en fait dit: « Quelle est la mesure la plus stupide que nous puissions prendre pour trouver les fonds nécessaires pour procéder à des compressions budgétaires? Prenons cette mesure. » C'est ainsi que je vois les choses.

• (1250)

[Français]

Sébastien Lemire: C'est d'autant plus choquant qu'on a l'impression que ce n'est que le premier des dominos que le gouvernement veut faire tomber; en effet, des compressions budgétaires de 15 % sont annoncées dans tous les ministères. Or, si on prend l'agriculture en exemple, je me questionne énormément sur une certaine chose.

Votre réponse à ma question fait écho à la situation chez moi. Rouyn-Noranda est peut-être à 4 000 ou 5 000 kilomètres de Lacombe, mais les exemples de recherches que vous avez donnés sont très utiles au Québec et à l'Abitibi—Témiscamingue.

Je ne peux m'empêcher de vous poser la question. Vous êtes député depuis 2006, donc depuis une vingtaine d'années. Vous étiez membre du gouvernement Harper. Votre gouvernement a fait fermer la ferme expérimentale de Kapuskasing, qui avait un effet semblable pour ma circonscription. À Kapuskasing, au nord-est de l'Ontario, on faisait de la recherche sur l'agriculture en climat nordique et sur les sols argileux, ce qui est fondamental pour l'agriculture de chez nous.

Aujourd'hui, vous êtes assis sur le même siège. Comment défendez-vous, avec les mêmes arguments, le fait de maintenir des fermes expérimentales et des centres de recherche comme chez vous, à Lacombe, alors qu'on a permis la fermeture de la ferme expérimentale de Kapuskasing? Était-ce une erreur de fermer le centre de Kapuskasing, tout comme le centre d'Indian Head et le centre de Lacombe?

[Traduction]

Blaine Calkins: Je ne connais pas bien le centre de recherche de Kapuskasing. Ce que je peux dire, c'est qu'il y a à cette table des politiciens qui revendiquent sans cesse la supériorité morale en matière scientifique. À l'heure actuelle, je trouve absolument révoltant que cette série de compressions budgétaires ait eu lieu.

Monsieur Lemire, écoutez, il est toujours bon de chercher à faire des économies, mais le 27 janvier, le sous-ministre adjoint délégué, M. Goldstein, qui comparaisait devant nous, a fait une déclaration selon laquelle ils avaient procédé à une analyse approfondie des mesures à prendre en ce qui concerne la fermeture des sept établissements actuellement proposée. Au même moment, le directeur scientifique de la Saskatchewan a lancé un appel aux chercheurs des régions dont il est responsable, un appel dont la teneur était la

suivante: « À quoi au juste travaillez-vous? Quels projets menez-vous à l'heure actuelle? ». Comment pouvez-vous avoir une discussion approfondie alors que vous ne savez même pas ce que font vos propres scientifiques dans votre propre ministère?

Le président: Je vous remercie.

Blaine Calkins: Aucune consultation n'a eu lieu. C'est juste une...

Le président: Vous avez dépassé de 20 secondes le temps qui nous était imparti. Je vous remercie beaucoup de votre intervention.

Nous allons maintenant donner la parole aux conservateurs pendant cinq minutes.

Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président. Je remercie également nos témoins.

Je vais aujourd'hui adresser mes questions à Mme Smith-McCrossin. Elles portent sur la nouvelle qui a profondément bouleversé bon nombre d'entre nous dans le Canada atlantique, à savoir la fermeture du centre de recherche de Nappan, dans le comté de Cumberland, en Nouvelle-Écosse.

Une étude menée récemment par l'Association canadienne des bovins a montré que chaque dollar investi dans la recherche donne un rendement de 63 \$. Les investissements dans la recherche engendrent un rendement exceptionnel.

À l'heure actuelle, alors que la sécurité alimentaire est primordiale, ne pensez-vous pas que le moment est mal choisi pour réduire les capacités de recherche et les capacités scientifiques de notre pays? Nous devrions plutôt faire le contraire, c'est-à-dire renforcer ces capacités ou les compléter.

Voici la première question que je vous adresse, madame Smith-McCrossin. Pourquoi les Canadiens qui ne vivent pas en Nouvelle-Écosse devraient-ils se soucier de ce qui se passe au centre de Nappan? Pouvez-vous nous expliquer en quoi cela les concerne?

Elizabeth Smith-McCrossin: Les recherches menées à la station de recherche de Nappan ont considérablement amélioré la productivité des éleveurs de bovins et d'autres agriculteurs partout dans la région maritime et atlantique.

Je dois dire que, lorsque le premier ministre est revenu de sa mission commerciale en Chine, j'étais vraiment enthousiaste d'apprendre que nous allions augmenter nos exportations de bœuf. Je croyais que nous allions assister à une augmentation des investissements dans l'agriculture, et non à une réduction de nos installations de recherche.

Il y a tellement d'excellents travaux de recherche en cours à la ferme de recherche de Nappan. Ces travaux génèrent en fait des revenus. Le fait d'évoquer des raisons financières pour justifier l'élimination de cette recherche n'a donc aucun sens, et je me demande si le gouvernement a bien examiné les livres comptables. Rien que l'année dernière, le bœuf qu'ils ont produit et sur lequel leurs recherches portaient a généré des revenus de plus de 400 000 \$.

Ce ne sont là que quelques observations parmi tant d'autres.

Richard Bragdon: Ces observations sont intéressantes. Veuillez vous assurer de nous les présenter par écrit. Cette information est formidable.

Nous croyons comprendre qu'en raison de ces compressions budgétaires, le Canada occupe désormais la dernière place en matière de financement et d'investissement dans la recherche et le développement agricoles, parmi les sept principaux pays de l'OCDE. À une époque où la sécurité alimentaire devient un enjeu majeur, il est tout à fait illogique de procéder à ces compressions dans un établissement qui génère des revenus.

Le sous-ministre a écrit au Comité pour lui faire savoir que le ministère envisageait de regrouper ses activités afin de réduire ses frais généraux et ses coûts fixes. Que pensez-vous de son affirmation selon laquelle cela permettra au ministère d'économiser de l'argent?

• (1255)

Elizabeth Smith-McCrossin: Je pense qu'ils ne comprennent peut-être pas comment fonctionne l'agriculture. J'ai grandi sur une ferme laitière, et l'agriculture est un pilier de l'économie de la Nouvelle-Écosse.

Pour mener des recherches sur les bovins de boucherie, il faut une étable et l'infrastructure nécessaire. La Ferme expérimentale de Nappan s'étend actuellement sur 600 acres de pâturages et 60 acres de forêt acadienne, et il faut avoir l'infrastructure appropriée pour mener des recherches.

Comme votre collègue, je n'ai pas pu parler aux employés de la ferme de Nappan parce qu'ils ont été muselés et réduits au silence. Il est difficile de croire que cela se passe au Canada et qu'on interdit aux gens de parler à leurs représentants élus. Je pense que c'est contraire aux valeurs canadiennes.

Nous devons examiner de plus près l'excellent travail qui est accompli à Nappan. Les Maritimes doivent être représentées au Parlement. Je vous remercie de tout le travail que vous faites. Nous devons reconnaître que les Maritimes veulent être autonomes et que l'élimination du financement de la recherche qui nous aide à améliorer l'approvisionnement alimentaire, à des fins locales et nationales, mais aussi à des fins d'exportation, est une mauvaise décision. Nous avons besoin d'investissements, pas de désinvestissements.

Richard Bragdon: D'accord. J'aimerais que vous nous en disiez un peu plus sur le coût réel que cela représente pour les producteurs de la Nouvelle-Écosse, des Maritimes et du Canada atlantique. Je suis sûr que vous avez discuté avec des agriculteurs.

Puisque vous venez d'une famille d'agriculteurs, pouvez-vous nous parler des répercussions concrètes de la fermeture de cette installation et de ce que cela signifie pour le comté de Cumberland, en Nouvelle-Écosse, ainsi que pour l'ensemble des Maritimes et du Canada atlantique?

Le président: Il vous reste 20 secondes.

Elizabeth Smith-McCrossin: C'est catastrophique. Cela entraînera des coûts directs. Des entrepreneurs touchés ont communiqué avec moi. Certains intervenants du secteur privé perdront les fonds qu'ils avaient déjà investis dans la Ferme expérimentale de Nappan.

Je tiens à ajouter que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a déposé son budget hier. Ce budget prévoit une réduction de 25 % dans le domaine de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire notre secteur universitaire. Le gouvernement fédéral ne peut donc pas compter sur le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et les universités pour combler le manque à gagner dans ce cas-ci. Ce ne sera pas possible.

Le président: Je vous remercie beaucoup.

La parole est maintenant à Mme Harrison. Elle a cinq minutes.

Emma Harrison: Mon collègue, M. MacDonald, utilisera le temps qui m'est imparti.

Kent MacDonald: Je vous remercie, monsieur le président.

Madame Smith-McCrossin, je viens de l'Île-du-Prince-Édouard, et donc du Canada atlantique. J'ai parlé à de nombreux intervenants de l'établissement de Nappan. Tout le monde s'entend pour dire que ces actifs sont très précieux pour la région, car il y a plus de 600 acres de terres agricoles, ainsi que des bâtiments et des installations.

L'un des problèmes, dans ce cas-ci, c'est que lorsqu'il a été décidé de réduire les dépenses dans ce secteur — le sous-ministre en a parlé —, plus de 60 % du budget du gouvernement fédéral servait à l'entretien de ces installations désuètes. Le public a demandé au gouvernement fédéral de trouver des moyens de réduire ses dépenses. Nous avons donc effectué un examen complet des dépenses, et le ministère de l'Agriculture a été invité à y contribuer. Malheureusement, puisque les provinces maritimes font partie du Canada, elles doivent aussi y contribuer.

J'ai été aussi déçu que vous de la fermeture de cet établissement de recherche. Il n'y a déjà pas beaucoup d'établissements de recherche dans le Canada atlantique. Il y en a un à Kentville, un à Harrington, à l'Île-du-Prince-Édouard et un au Nouveau-Brunswick.

D'après les discussions auxquelles j'ai participé, de nombreuses associations de l'industrie, notamment le Maritime Beef Council et des fédérations agricoles, reconnaissent qu'il est nécessaire de réduire les coûts et elles sont désireuses de trouver une solution pour que ces actifs soient utilisés au profit du Canada atlantique. En toute honnêteté, cela signifie que des investissements privés prendront le relais de l'investissement fédéral, mais ces dernières années, les prix sont restés très stables dans le secteur du bœuf. En fait, c'est la première fois que je vois des prix aussi stables dans ce secteur. C'est donc une occasion à saisir.

Seriez-vous prête à soutenir l'industrie si elle s'engageait dans cette direction? Vous pourriez négocier avec le gouvernement fédéral pour acquérir les installations de Nappan et établir un partenariat.

Nous savons que la station d'évaluation génétique des taureaux est liée à cette installation. La génomique a en quelque sorte pris le relais dans la sélection de taureaux, de sorte que la science a progressé dans ce domaine, mais il reviendra à l'industrie de décider si elle conservera ce lien.

À titre de députée provinciale de cette région, êtes-vous prête à collaborer avec l'industrie?

• (1300)

Elizabeth Smith-McCrossin: Oui, et je le fais certainement, mais le problème, c'est le délestage des responsabilités. Tous les partenaires de l'industrie se sont prononcés contre ces compressions. Ils ont fait une déclaration à ce sujet la semaine dernière. Je crois que huit intervenants ou organismes se sont prononcés contre ces compressions.

Comme vous venez de l'Île-du-Prince-Édouard, vous savez que notre sol est différent du reste des Maritimes. On ne peut pas se contenter de déplacer en Saskatchewan la recherche qui se fait à Nappan. Ce ne sera pas pertinent pour les agriculteurs de notre région, qu'ils soient à l'Île-du-Prince-Édouard ou dans le comté de Cumberland...

Kent MacDonald: Excusez-moi. Je pense que la recherche sur les sols ne sera pas transférée en Saskatchewan. Je crois comprendre qu'elle sera envoyée à Kentville, en Nouvelle-Écosse, où la structure du sol est différente de celle de Nappan. Le sol de Nappan est semblable à celui de l'Île-du-Prince-Édouard, car il s'agit d'un sol argileux lourd.

Quoi qu'il en soit, je vais céder le reste de mon temps à ma collègue, Mme Chatel.

Le président: Il vous reste une minute et demie.

[Français]

Sophie Chatel (Pontiac—Kitigan Zibi, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

[Traduction]

Je remercie nos témoins d'être ici aujourd'hui.

Dans cette partie de l'étude, à l'heure où le Canada fait face à de graves perturbations commerciales, nous cherchons des moyens de faire croître notre économie. Cette partie de l'étude sera reprise dans notre prochaine étude, qui portera sur les partenariats stratégiques entre le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les gouvernements territoriaux dans le secteur de l'agriculture.

Ma question s'adresse à Mme Bruce et à M. Yada. Quelle est l'importance de la science et de l'innovation dans le cadre des efforts annoncés par le Canada en vue de faire croître ce secteur de son économie et renforcer sa sécurité, son autonomie et sa souveraineté alimentaires? En particulier, comment le milieu universitaire peut-il s'associer au gouvernement, à l'industrie et aux producteurs pour réaliser cet objectif?

Ces considérations seront très importantes dans le cadre de notre étude. Si vous manquez de temps, veuillez nous envoyer vos réflexions sur la question par écrit, car nous les utiliserons pour conseiller notre gouvernement sur cet enjeu très sérieux.

Le président: Il vous reste 15 secondes.

Heather L. Bruce: Monsieur Yada, voulez-vous répondre à cette question?

Rickey Yada: Oui.

Les universités sont à la base de l'innovation, mais nous travaillons en étroite collaboration avec les chercheurs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, et je pense que nous faisons tous face à des contraintes similaires en matière de financement et de ressources. Le Conseil des doyens tente notamment de créer un répertoire de renseignements sur l'expertise et l'infrastructure dans ce domaine.

Le président: Je suis désolé, mais je dois vous interrompre, car le temps imparti est écoulé.

La parole est maintenant au Bloc pour deux minutes et demie.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Je voudrais quand même dire une chose. À mes yeux, l'expérience de Kapuskasing est fascinante. Il faut savoir ce qui a été fait par le passé pour envisager les répercussions des décisions actuelles.

En réponse à ce dont parlait M. MacDonald, la Ville de Kapuskasing a souhaité racheter le centre. Elle a tenté de le faire vivre pendant quelques années et, en 2021, elle l'a vendu à des acteurs privés. Cette expertise a donc ni plus ni moins été perdue.

J'ai une question à vous poser, madame Smith-McCrossin.

Tout d'abord, je vous remercie de votre présence. Ce que vous dites est très éclairant.

J'aimerais vous citer. Vous avez déjà déclaré que l'agriculture est essentielle à notre société, qu'elle nous nourrit, qu'elle nous fait vivre, qu'elle assure l'approvisionnement alimentaire de nos enfants et de nos petits-enfants et qu'elle est également fondamentale pour notre santé et notre économie, mais que, pourtant, trop souvent, l'agriculture est négligée, mal comprise, voire méprisée, notamment par des décideurs éloignés des réalités rurales.

Pourquoi croyez-vous que les gouvernements ne s'occupent pas des milliers de petites et moyennes entreprises que sont nos productrices et nos producteurs agricoles alors qu'ils jouent un rôle aussi important que les grandes entreprises ou les entreprises des villes centres du Canada?

[Traduction]

Elizabeth Smith-McCrossin: C'est une bonne question, et seuls les membres du gouvernement peuvent y répondre. Je peux présumer qu'ils travaillent simplement dans un bureau qui effectue des compressions budgétaires sans se soucier des répercussions.

Je vais vous donner quelques exemples.

L'une des études menées à la Ferme expérimentale de Nappan a permis d'accroître la productivité de l'industrie bovine de 60 %. Cette étude consistait à changer constamment l'emplacement où brouaient les bêtes dans le pâturage. Une augmentation de 60 % de la productivité, c'est du jamais vu.

Ces recherches sont ensuite communiquées à nos agriculteurs, qui sont en mesure de les appliquer et de réaliser des économies. Dans le milieu agricole ou dans n'importe quelle autre entreprise, on cherche à réduire le coût des intrants et à augmenter les revenus, et c'est exactement ce que permettent de faire les recherches menées à la Ferme expérimentale de Nappan.

Il y a aussi de nombreuses autres études sur la réduction des émissions de méthane. Un ancien député de l'Île-du-Prince-Édouard a collaboré avec un agriculteur pour mettre au point un programme dans lequel le bétail est nourri aux algues en vue de réduire les émissions. Ces recherches sont importantes, car elles permettent d'améliorer l'économie de notre industrie bovine.

Je ne saurais trop insister sur l'importance d'un approvisionnement alimentaire stable pour les Canadiens, y compris dans les Maritimes, où nous produisons actuellement moins de 10 % de cet approvisionnement.

• (1305)

Le président: Je vous remercie. Je suis désolé de vous interrompre, mais nous avons dépassé le temps imparti.

Nous accorderons deux minutes et demie aux conservateurs et deux minutes et demie aux libéraux, puis nous passerons aux travaux du Comité.

Vous avez la parole, monsieur Bonk.

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Je vous remercie.

J'ai le privilège de travailler partout dans le monde dans le secteur agricole et d'exporter du bétail et de l'équipement du Canada. Partout dans le monde, le Canada jouit d'une excellente réputation de chef de file dans le domaine de l'agriculture et de la recherche agricole, mais cette réputation s'est gravement érodée au cours des 10 dernières années.

J'aimerais poser ma prochaine question à mon collègue de l'Alberta. On parle beaucoup d'économies, et c'est la raison de ces compressions. Pourriez-vous nous dire où nous pourrions économiser de l'argent et comment nous pourrions ramener la recherche sur la bonne voie au Canada?

Blaine Calkins: Merci beaucoup, monsieur Bonk, de votre question.

Je pense que M. Epp avait raison lorsqu'il a dit, dans le cadre de la série de questions avec les témoins précédents, que c'est une question de priorités. Si la priorité était accordée à l'agriculture et à la recherche agricole, on n'aurait pas nécessairement besoin de faire des compressions budgétaires dans ce domaine. Cela n'a rien à voir avec la rationalisation ou l'efficacité. Ces consultations n'ont jamais eu lieu. Cette décision est sortie de nulle part. On n'a suivi aucun plan stratégique que l'industrie et le reste de la population auraient pu avoir à l'œil.

Nous avons maintenant un gouvernement qui a perdu le contrôle de ses dépenses, et ce, depuis le changement de gouvernement en 2015. Nous n'avons rien vu qui se rapproche le moins d'un budget équilibré, et nous sommes à des milliards de dollars de cet objectif.

L'environnement mondial a changé, et il semble qu'il sera encore plus difficile d'y arriver. Dans un élan de panique pour équilibrer le budget, le gouvernement, au lieu de prendre des mesures stratégiques, fait maintenant ce que j'appellerais des bêtises. L'an dernier, le gouvernement a dépensé 19 milliards de dollars pour des consultants. Il a dépensé 16 millions de dollars rien que pour Agriculture et Agroalimentaire Canada ces deux dernières années. Il y a aussi le financement d'AAC pour le climat et les 700 millions de dollars du Fonds d'action à la ferme pour le climat. Cela permettrait de financer tous ces centres de recherche pendant des décennies, si c'était permis, mais cet argent a été dépensé et il ne semble pas y avoir de rendement des investissements dans ce cas.

En matière de développement international, 22 millions de dollars ont été consacrés au programme Beans for Women for Empowerment en République démocratique du Congo. Je suis sûr que cela apporte beaucoup de réconfort et de joie à nos producteurs de blé du centre de l'Alberta. Il y a aussi 8,2 millions de dollars pour le « riz respectueux de l'égalité des sexes et à faibles émissions de carbone » au Vietnam. Je suis sûr que les producteurs de porc du centre de l'Alberta qui peinent à garder la tête hors de l'eau sont reconnaissants de cet investissement.

Ensuite, il y a l'usine de grillons. Agriculture et Agroalimentaire Canada a donné 8,5 millions de dollars à Aspire Food Group, une entreprise d'usine de grillons en faillite. Financement agricole

Canada l'a financée pour plus de 40 millions de dollars et n'a récupéré qu'environ 15 millions de dollars. Le gouvernement du Canada finance des substituts protéinés, en essayant de remplacer les producteurs de porc et de bœuf par une autre forme de technologie. C'est tout un gâchis.

Le président: Le temps imparti est écoulé.

Blaine Calkins: C'est presque aussi grave que le gâchis dans le domaine des batteries.

Le président: Merci, monsieur Calkins.

Blaine Calkins: Je pourrais continuer longtemps, monsieur Bonk, mais je n'en aurai pas l'occasion. J'ai quelques centaines d'autres exemples de ce genre.

Le président: Je vous remercie beaucoup.

La parole est maintenant aux libéraux pour deux minutes et demie.

Madame Chatel, vous avez la parole.

[Français]

Sophie Chatel: Merci, monsieur le président.

Je vais poursuivre avec vous, madame Bruce et monsieur Yada.

Le Canada a vraiment d'excellentes universités et des écoles de médecine vétérinaire renommées mondialement. Cependant, d'après ce qu'on entend parfois, les découvertes scientifiques dans ce domaine atteignent lentement les producteurs et les agriculteurs eux-mêmes.

Pouvez-vous nous dire comment vraiment arrimer la ferme et les universités et avoir un meilleur partenariat? Comment vous y prenez-vous?

• (1310)

[Traduction]

Heather L. Bruce: Les universités travaillent en étroite collaboration, habituellement avec des partenaires de l'industrie et du gouvernement, pour régler cet enjeu et accélérer la mise en marché des produits. Les universités sont très motivées à transférer rapidement les connaissances sur le marché.

Dans certains cas, dans le domaine agricole, en particulier en ce qui concerne la sélection et surtout s'il s'agit de bovins, il existe tout simplement un décalage biologique entre les générations. Il faut beaucoup de temps pour les élever et les mesurer. Dans certains cas, cela peut ralentir les progrès. Dans d'autres cas, en particulier si on a recours aux technologies de modification génétique, on pourra obtenir des changements très rapides.

Monsieur Yada, souhaitez-vous ajouter quelque chose?

Rickey Yada: Oui, je vous remercie.

Je pense que les chercheurs universitaires sont passés de la recherche fondamentale à la recherche qui répond à des besoins stratégiques. Cela signifie notamment qu'ils sont en communication constante avec nos partenaires de l'industrie, car de nos jours, une grande partie du financement dépend de partenariats avec l'industrie. Nous nous engageons à faire preuve de transparence et à communiquer davantage avec les intervenants de l'industrie, afin qu'ils puissent constater nos progrès en vue de répondre aux besoins stratégiques.

Sophie Chatel: Je dirais que l'avenir de la recherche, de la science et de l'innovation passe par les partenariats — toujours plus de partenariats —, et je vous remercie donc de faire avancer ce dossier. Je vous remercie de votre présence.

Le président: Il vous reste 15 secondes.

Le président: Merci beaucoup.

Merci à tous nos témoins, qu'ils aient comparu en ligne ou en personne aujourd'hui. Merci encore d'avoir fait tout ce chemin depuis la Nouvelle-Écosse pour vous joindre à nous. Nous sommes toujours heureux d'entendre nos collègues des autres provinces.

Nous devons aborder quelques points à l'ordre du jour.

Sophie Chatel: J'en ai un aussi, mais veuillez traiter les vôtres.

Le président: D'accord.

Nous devons approuver trois budgets. Ils vous ont été distribués. Nous avons l'étude sur l'objet de l'article 223, l'étude sur la science dans l'agriculture canadienne et la fermeture de centres de recherche et l'étude sur l'objet du budget supplémentaire des dépenses (B).

Est-ce que tout le monde est en faveur de ces trois budgets?

Des députés: D'accord.

Le président: Y a-t-il des questions? D'accord. Ils ont été adoptés. C'est très bien.

Vous avez la parole, madame Chatel.

Sophie Chatel: J'aimerais inviter le ministre à comparaître au sujet du budget des dépenses pendant une heure le 24 mars et les fonctionnaires pendant la deuxième heure. J'aimerais que le Comité approuve cette proposition.

Je propose officiellement une motion.

Le président: Y a-t-il un débat? Tous ceux qui sont pour?

(La motion est adoptée.)

Le président: J'ai vu M. Bragdon voter très loin là-bas, et je l'en remercie.

Y a-t-il d'autres points à traiter?

Plaît-il au Comité de lever la séance?

Des députés: D'accord.

Le président: Merci beaucoup.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>